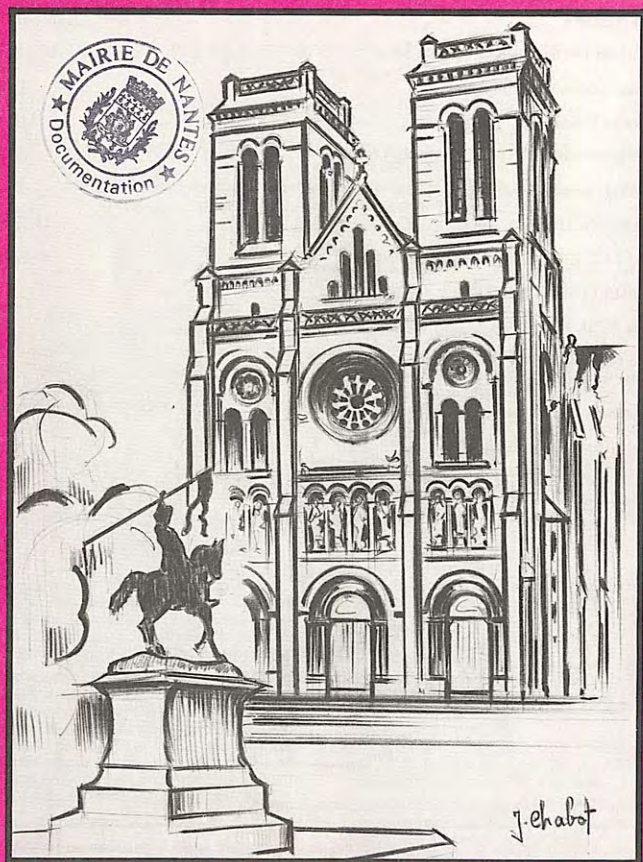


LES ANNALES

DE NANTES ET DU PAYS NANTAIS

REVUE DE LA SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE DE NANTES ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE



QUARTIER DE PARIS

DE CHANZY AUX BATIGNOLLES

ST-DONATIEN, ST-ROGATIEN, CASERNES, ÉCOLES ET INSTITUTIONS

LE BÉLE, LE RANZAY, LES BATIGNOLLES



SOMMAIRE

Introduction	Mme LEROUX
Balade autour de «Saint Do»	Georgette HEURTIN
Jean CHABOT	Robert JOUBIER
Les «Enfants Nantais»	Jean GUEHENNEUC
Quelques mots sur la Chapelle SAINT-ETIENNE	Y. MERLANT
Antenne Administrative du RANZAY	L. PELLERIN
Le Séminaire de Philosophie	M. FAUGERAS
L'Institut Polytechnique de l'Ouest, devenu E.N.S.M.	
A l'École LIVET, dans les années 20	M. CHOLET
L'Institution BLANCHE DE CASTILLE	G. HAUTBERT
François DALLET. L'École et l'Amicale des Poilus	Robert JOUBIER
La Caserne MELLINET à NANTES	
Le Terrain du BÊLE et les OTAGES NANTAIS de 1941	M. JOST
L'Histoire de l'Usine des BATIGNOLLES de NANTES, contée par un Batignollais	André HUET
Une grève pas comme les autres	



Sur notre couverture :

La basilique St-Donatien et St-Rogatien
Dessin inédit de Jean CHABOT



Appel aux abonnés

Tous les abonnements partent du 1^{er} janvier. En cas de souscription après la parution du premier numéro, celui-ci sera envoyé aux nouveaux abonnés.

Prix de l'abonnement pour l'année 1988 : 50 Francs.

Le montant de la cotisation de membre de la Société Académique de Nantes et de L.A. est fixé à 60 Frs pour l'année 1988.

Modalités de paiement : Nos sociétaires et abonnés sont priés de verser les fonds par chèque postal ou bancaire à l'ordre de la Société Académique de Nantes et de L.A., 19, avenue de la Petite Reine, 44100 NANTES. C.C.P. n° 23 627 R Nantes.

Tout abonnement non payé avant le 1^{er} juin ne permettra l'envoi du numéro du 2^{ème} trimestre qu'avec celui du 4^{ème} trimestre, pour éviter les frais d'expédition coûteux.

LES ANNALES DE NANTES

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE DE NANTES ET DE LOIRE-ATLANTIQUE

Fondée en 1798 pour cultiver Lettres, Sciences et Arts

RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE (DÉCRET DU 27 DÉCEMBRE 1877)

Anciens Présidents : Mrs Auguste PAGEOT - Alfred GERNOUX - Xavier du BOISROUVRAY

Présidente : **Jacqueline HAUTEBERT**1^{er} Vice Président, Secrétaire Général : **Marcel CHOUTEAU**Vice Présidents : **Jacqueline AUVRAY - Armand EVE - Georges LESIEUR**Secrétaires : **Georgette HEURTIN - Yves VILLEMALIN**Secrétaires Adjoins : **Pierre MAURY - Louis MERGNY**Trésorier : **Lyonel PELLERIN**Trésorière Adjointe : **Marie BRELET**Bibliothécaires : **Émilienne LEROUX - Florence ROYER**Directrices des Annales : **Émilienne LEROUX (gérante) - Jeanne LABARRE**Conseil d'Administration : M^{mes} CHOUTEAU H., EVE S., GRATON G., PAGEOT S., M^{rs} ANEZO G., LUCOT M.Comité d'Honneur : M^{mes} ALAIME, CHAPEAU, COURVILLE, GIROIRE, GOURDON-ROYÉ, GUITER, VIVANT, M^{rs} BOUYER, CHIFFOLEAU, CREVEUIL, FAUGERAS, GJESLING, GUÉRIFF, JOUBIER, JOALLAND, LEBLANC, LENOIR, LEROY, LEPETIT, MERLANT, NATIEZ, NOUAILHAT, RAVILLY, de SALIER DU PIN, TEXIER, VANHOUTTE, de WISMES.

INTRODUCTION



Voici un quartier de Nantes «hors les murs», et pourtant intégré profondément à l'histoire de la ville, portant ça et là des témoignages de son plus lointain passé, comme des heures douloureuses et héroïques vécues par ses habitants voici moins de cinquante ans.

«Terre Sainte», regroupant ses couvents sous la protection tutélaire des deux «Enfants Nantais» : Donatien et Rogatien, quartier d'écoles, mais aussi de casernes, quartier ouvert sur une vie industrielle qui eut ses heures de gloire, et sur l'animation commerciale inséparable de ce qui fut la grande voie Nantes-Paris, il y a là un univers varié, peut-être mal connu des Nantais de souche récente, mais qui méritait d'être évoqué.

* * *

Madame Heurtin flâne au long de ses rues, observatrice assidue des bâtiments comme des jardins, soulignant chemin faisant les éléments pittoresques ou riches d'histoire, de ce quartier un peu secret.

Le martyr des «Enfants Nantais», dont la légende a traversé les siècles, nous est conté par Mr Guéhenneuc. Mr Yves Merlant nous donne d'intéressantes précisions au sujet de la Chapelle St-Etienne, un des vestiges les plus anciens du passé architectural nantais.

Autre architecture, moins ancienne, mais non sans

intérêt : le manoir du Ranzy, dit château de Clermont, nous est présenté par Mr Lyonel Pellerin.

* * *

Puis c'est tout un bouquet d'écoles qui témoignent à leur façon de la très ancienne tradition culturelle de ce faubourg de Nantes.

Et d'abord, le Séminaire de Philosophie, dont l'histoire se déroule tout au long du XIX^e siècle, et que rescuscite pour nous Mr Faugeras.

L'Institut Polytechnique de l'Ouest en occupa les bâtiments par la suite. Des documents réunis par Mr Etienne Perraud et Mme Tusques rappellent le rapide développement de ce qui devait être le plus beau fleuron de l'Enseignement Technique de Nantes, avant de se transformer en notre École Normale Supérieure de Mécanique.

L'École Livet, autre établissement technique nantais de haute qualité, prenait les enfants plus jeunes ; il a laissé des traces dans les souvenirs de ses anciens élèves. Monsieur Chollet les évoque, non sans émotion.

Une autre école, dont les lettres de noblesse remontent fort avant dans le temps, nous est contée avec beaucoup de talent par Mme Hautebert, Présidente de l'Amicale des Anciennes Élèves de cette Institution :

l'École Blanche de Castille, dont l'évolution restituée à la fois les grands moments de l'histoire nationale, et les transformations récentes d'un quartier...

Quant à l'évocation de l'École des Poilus, par Mr Joubier, c'est aussi le rappel d'une personnalité exemplaire, celle de l'instituteur aveugle François Dallet, et celle d'un architecte qui fut révolutionnaire en son temps : Etienne Coutan.

* *
*

D'intéressants renseignements sur l'implantation de la caserne Mellinet, et sur les participations de ses régiments aux deux dernières guerres nous ont été fournis par Mr Anézo.

Puis c'est le témoignage, combien émouvant, que nous a transmis Michel Jost, fils de Léon Jost, l'un des 50 otages nantais, fusillé au terrain du Bêle en 1941, témoignage qui restituée, dans toute sa tragique horreur, l'un des souvenirs les plus douloureux de l'histoire de notre ville.

* *
*

Merci à tous ceux qui ont contribué à l'illustration de ce numéro des Annales.

A Mr Chabot, tout d'abord, qui a eu l'extrême gentillesse d'offrir à notre revue un dessin inédit, ornant sa couverture, et de permettre la reproduction d'une de ses aquarelles. Merci à Mr Lucot pour son château du Ranzey. Merci à Melle Pageot pour ses photographies. Merci à tous ceux qui ont recueilli les documents variés qui vont aérer nos textes.

BALADE ATOUR DE «SAINT DO»

La Cité des Namnètes se transforme... Témoin de son évolution, le tramway, à la clochette aussi guillerette que celle de son ancêtre en pourpoint jonquille, passe élégant et rapide au pied des formidables murailles du Château des Ducs de Bretagne.

A l'angle de l'Oratoire, prenons la rue Georges Clémenceau au fond de laquelle s'épanouissent les somptueuses frondaisons du Jardin des Plantes.

Nous arrivons rue Gaston Turpin, autrefois rue des Orphelins. Une autre rue rappelle le nom du Bienfaiteur Guillaume GROU, négociant au grand cœur qui permit, par son legs généreux, la fondation — sur la Tenue dite des Trois Pendus — de l'Hospice des Enfants trouvés (Enfants de Police), hospice devenu depuis la Maison de Retraite ST-JOSEPH.

Sur l'ancien Domaine de la MOCQUARDIÈRE s'établit, en 1780, la Communauté de la GRANDE PROVIDENCE, devant laquelle nous nous arrêtons un instant ; sa chapelle fut construite en 1816 et dans la cour se trouve un très beau puits datant de 1787.

A gauche, rue de Courson, contemplons ce joli château ceint d'odorants magnolias grandifloras. Toujours plus étroite, toute pavée, et bordée de hauts murs, se faufile la rue G. TURPIN. Voici la rue ST-CHARLES, du nom des Dames de St-Charles dont l'école s'étendait sur une vaste surface (ancien domaine de BLOINVILLE).

Engageons-nous à droite rue de COULMIERS ; de belles propriétés s'étaient rue Aurelle de PALADINES, mais nous traversons la trépidante rue du Général Buat pour tourner rue SAINT-DONATIEN et atteindre la Place des ENFANTS-NANTAIS, autrefois place du Carois, au centre de laquelle se dresse fièrement sur son solide palefroi, l'héroïque JEANNE D'ARC, magnifiée dans le bronze par Charles Le Bourg.

L'église imposante, qui s'aperçoit de fort loin, surmontait autrefois une colline qui inclinait doucement, vers l'ERDRE, ses pentes habillées de nombreux jardins aux gloriottes ornées de glycines et de clématites.

Dominée par la majestueuse basilique, dressant, à l'instar de NOTRE-DAME-DE-PARIS, ses tours dentelées, toutes blanches sur ciel bleu, la place des ENFANTS-NANTAIS offre une symétrie sévère qu'adoucit cependant les ramures argentées des tilleuls et la ligne aristocratique des immeubles l'encadrant dont l'un présente, en façade, la statue des ST-DONATIEN et ST-ROGATIEN, martyrs romains, Saints Patrons du Diocèse de NANTES.

Admirons, de la façade, la très belle ordonnance. Sommée de deux tours attières, elle présente, outre la corolle moirée d'une magnifique rosace, des sculptures et une rangée de dix statues d'évêques dont le premier semble être un Gaulois. Antérieurement à cette basilique votive, bâtie en 1871 par Mgr FOURNIER, sur les ruines d'une villa gallo-romaine, s'élevait un sanctuaire de style roman, plusieurs fois remanié, dont les fondations remontaient au V^e siècle et qui disparut en 1872.

Passons sous l'un des portails aux tympans chatoyants de mosaïques armoriées, enveloppés d'archivoltes. L'intérieur de l'édifice, d'inspiration gothique primitif, est impressionnant. Haute voûte en berceau, colonnes corymbiennes, arcs garchiens soutenant un triforium brodé de balustres, très beaux vitraux. Une énorme coquille-bénitier cramponne ses fronces à la base d'un pilier...

Tout autour de la Nef se déroulent, comme un ruban, des inscriptions de caractères latins rouges sur fond doré. Voici un splendide autel de la Vierge polychrome et sur le Maître-Autel, statufiés, les Frères Martyrs.

Suivant le déambulatoire, nous découvrons l'entrée de la crypte romane puis, revenant sur notre droite, le sarcophage, en marbre des Pyrénées, des Enfants Nantais. Il y est indiqué qu'ils reposèrent du IV^e au XII^e siècle dans les églises qui précéderent la basilique actuelle. Ce sarcophage, dont le couvercle fut brisé vers 1766 et remplacé par un autre, en bois, fut ramené, en 1943, du Musée DOBRÉE qui l'abritait depuis 1887.

Jetant un dernier regard au merveilleux ensemble architectural, nous nous souvenons des admirables Messes de SAINT-HUBERT sonnées par les trompes de chasse du « Bien Allé de NANTES » dont les nobles accords résonnèrent sous cette voûte.

Allons maintenant voir, dans le cimetière, la chapelle ST-ETIENNE, l'un des plus anciens sanctuaires de NANTES, restauré en 1900, qui aurait contenu les reliques du Saint. Coiffé d'une toiture neuve, c'est un curieux monument d'époque gallo-romaine (murs de granit et schiste bien appareillés, coupés horizontalement de rangées de briques), à fenêtre de plein cintre et baie gothique (aveugle) au chevet. Nous aurions aimé admirer, à l'intérieur, la crédence et la statue en bois de St-Etienne (XV^e-XVI^e s.) mais la porte, encadrée de tuffeaux croulants, nous en dissuade. Un puits existait à l'extérieur, destiné aux pèlerins.

Dans l'enclos paroissial se trouve la tombe, immense et austère, concédée aux Sœurs de la Communauté de la GRANDE PROVIDENCE.

Brisant la mélancolie du lieu, le carillon de la Basilique omniprésente entonne un chant joyeux alors que roucoule une tourterelle.

Laisant la voiture sur la place, allons faire une tranquille promenade autour de « SAINT-DO », appelé ainsi affectueusement par les gens du quartier. Par la rue St-Rogatien, nous arrivons bientôt Place Alfred Lallié où l'on voit les vestiges du Manoir du COUDRAY (XVII^e siècle) situé au coin de la rue DESAIX et qui appartient au sieur CHARETTE DE LA BRETONNIÈRE puis à la Famille de la TULLAYE.

Au bas de la rue qui descend jusqu'à l'ERDRE, nous apercevons la Place WALDECK-ROUSSEAU (promoteur de la Loi sur la séparation de l'Église et de l'État), mais délaissant aujourd'hui la belle rivière, nous remontons le long des immeubles cossus de ce quartier résidentiel, dont l'un arbore une Fleur de Lys, pour bifurquer rue DUFOUR vers l'École Professionnelle fondée par Eugène LIVET. Le porche d'entrée, largement ouvert, révèle au promeneur de belles arcades entrevues autour d'un somptueux jardin aux allures de patio et ombré de cèdres magnifiques.

Tout près, ce calme quartier où ressort, entre autres, une coquette maison à loggia et vigne vierge en pignon, est bouleversé par un vaste chantier : la démolition du Couvent de l'ADORATION fera place, nous dit-on, à une luxueuse Maison de Retraite. Un souterrain reliait ce couvent à la Communauté de la Grande Providence.

Cependant, nous arrivons devant les Croix Jumelles, en granit, qui ont remplacé les Croix de bois érigées, « de Temps Immémorial », en l'honneur des Bienheureux Frères DONATIEN et ROGATIEN. Ici, les

ENFANTS-NANTAIS, représentés en effigie sur un grand médaillon, reçoivent la Palme du Martyre vers l'An 289. Ces croix ont été solennellement bénies par Mgr ROUARD, Evêque de NANTES, le 18 octobre 1896.

Un grand collège porte les noms de ces jeunes Romains convertis au Catholicisme par ST-CLAIR, et une fresque relatant leur supplice, et peinte par GOUZOU, existait en la Chapelle ST-FRANÇOIS, détruite en 1911, rue du Boccaage. (Une maison du XV^e siècle, sise Place du Change, portait également les noms de ces Enfants).

Quelques pas encore, nous voici rue du Maréchal Joffre face au Conservatoire National des Arts & Métiers... (actuellement en rénovation). Empruntons l'impeccable Avenue CHANZY puis la rue Amiral Halgand afin d'aller reprendre notre véhicule et continuer notre balade par la rue du Général Buat.

Voilà, sur notre droite, le Quartier MELLINET, derrière celui-ci s'étendent les Quartiers RICHEMONT et LAMORICIÈRE — Fiefs des Militaires — puis voici la rue de l'Éperonnière où existait un domaine qui aurait appartenu au Duc de MERCEUR. De là partent pour PARIS, en Novembre 1793, les « 132 Nantais »... Une élégante maison à tourelle et toit conique retient notre attention.

Au Rond-Point-de-Paris, nous stoppons et, après avoir détaillé un imposant immeuble de rapport, de style 1900, nous entrons dans le Parc du PLESSIS-TISON.

Entretenu agréablement fleuri, jardin d'enfants, bassin et « montagne labyrinthe » dont, nous rappelant notre enfance au Jardin des Plantes, nous escaladons le sentier en colimaçon, mais qui ne nous offrira qu'un panorama dissimulé entre les hauts pins.

Toutefois, un coup d'œil indiscret au-dessus d'un muret enligné clôturant le fond du Parc nous permet de découvrir, au milieu des bois, s'étirant au-delà d'un plan d'eau miroitant qu'enjambe gracieusement l'arche d'une passerelle, le Château du PLESSIS-TISON, large bâtisse à façade blanche et avant-corps central surélevé, qui appartient également à la Famille de LA TULLAYE. Un vol de choucas bavards tourbillonne au-dessus du toit pointu, des martinets lacèrent, de folles arabesques, le ciel satiné.

Blottie sous les souples ramures d'aunelles et de saules ploqués vers l'onde, somnole une barque écarlate ; une poule d'eau se glisse à son flanc... Un ramier lance son hymne solennel. A regret, nous nous éloignons de ces lieux romantiques pour nous diriger vers le Bd Jules VERNE. Roulant à faible allure, nous côtoyons, à notre gauche, Don BOSCO et l'Institution BLANCHE DE CASTILLE. Plus loin, la route passe devant l'ancienne usine de locomotives des Batignolles (« aux hangars d'aviation en béton flanqués de bouquets de rails rouillés et de portiques en ciment soutenant un chemin de roulement » Julien GRACQ).

Notre périple s'achève et nous revenons vers le Centre de la Ville.

Georgette HEURTIN





«Bords de l'Erdre» par Jean Chabot.
près de la base de la Société Nautique de l'Ouest



JEAN CHABOT



Dans les étapes du Tour de France cycliste, les spectateurs applaudissent particulièrement le régional du jour. De même, dans nos Annales, au fil des numéros, nous nous attachons à présenter l'artiste ou l'écrivain qui, résidant dans le secteur traité, porte au loin par la qualité de ses travaux le renom de notre département. Dans le dernier numéro consacré au Croisic et au Bourg de Batz, nous avons rendu visite au sculpteur Jean Fréour, en son Atelier, avec la complicité de notre bibliothécaire Mme E. Leroux. Aujourd'hui

dans cette revue, le choix s'est tout de suite porté sur Jean Chabot, peintre Nantais, connu et apprécié par de nombreux amateurs, dont l'Atelier se situe rue des Chalâtres.

Pour la Société Académique, il nous a reçus avec une grande amabilité et a de suite accepté de décorer la couverture des Annales d'un dessin inédit. Le choix du sujet était limité, car le Quartier de Paris autrefois composé de tenues maraîchères, de grandes proprié-

tés, de jardins, est devenu commercial et urbanisé.

D'un commun accord, nous avons pensé à la Place des Enfants Nantais, si calme encore à l'ombre d'une double rangée de tilleuls argentés, où se dresse en son milieu la statue équestre de Jeanne d'Arc, œuvre de Charles Lebourg. Comme toile de fond, la majestueuse et blanche Basilique de Saint-Donatien, ce qui donne au lieu une certaine grandeur, non dépourvue de charme poétique.

De la carrière déjà longue de Jean Chabot, voici quelques étapes : admis en 1932 à l'École des Beaux-Arts de Nantes dirigée par Paul Deltonpe, ami de Matisse et de Signac, il fut également l'élève de Stany-Gauthier pour la décoration.

Ses amis sont des camarades de promotion : Jacques Philippe, Paul Durivault, Michel Noury et les peintres Paul Nassivet et Henry Leray. Il expose régulièrement à la Galerie Mignon-Massart, rue Boileau. Sa première exposition en ce lieu date de 1934 où il partage les cimaises avec Jacques Philippe ; la plus récente d'Octobre 1986 où Jean Chabot présentait une quarantaine d'aquarelles, toutes vibrantes de lumière. Il y conforme ses qualités de paysagiste, avec une palette plus lumineuse que pendant sa première période. Comme sujet : Nantes, le Quai Saint-Louis, la Capi-

tainerie du Port ; les bords de l'Erdre, un de ses sites de prédilection, à la Jonnelière, à Sucé ; la Vendée avec la région de Talmont où il réside l'été ; les ports de plaisance du Morbihan. Quelques natures mortes et des bouquets de fleurs, traités avec autant de bonheur, montrent qu'il aborde avec succès tous les genres. C'est un peintre de la lumière et du bonheur de vivre.

Professeur honoraire à l'École des Beaux-Arts de Nantes où il a exercé jusqu'en 1978, on relève dans son palmarès : le Prix de Nantes en 1935 pour un portrait d'enfant, le Prix du Gouvernement Général de l'Algérie en 1947, où il réside trois ans comme pensionnaire de la Ville Abd El Tif à Alger, le Prix du Festival de Pont-Aven pour l'aquarelle en 1960. La ville de Saint-Jean-de-Monts présente une grande rétrospective de son œuvre en 1982 au Palais des Congrès. En 1986, comme lauréat du Bois des Dons, un album d'art montre le chemin parcouru. C'est un habitué du Salon d'Automne à Paris.

Artiste sincère, Jean Chabot poursuit son œuvre sereine, hors des modes passagères. La Société Académique est heureuse de rendre hommage à l'homme et à son talent.

R. JOUBIER

LES «ENFANTS NANTAIS»

DONATIEN et ROGATIEN : deux noms dont le lien fraternel demeure dans la mémoire des Nantais qui, déjà au VI^e siècle, comme le raconte Grégoire de Tours, rendaient un culte à leurs martyrs.

C'est alors l'époque probable où fut rédigée la «Passion des Enfants Nantais», qui relate dans quelles circonstances ils rendirent témoignage au Christ jusque dans la mort. Quel crédit donner à ce récit, écrit comme les récits similaires pour être entendus des pèlerins venant prier au tombeau de saints vénéral ? Le but des «Passions» était de montrer le triomphe de la foi chrétienne affrontée à la violence des persécuteurs. Ainsi était ravivée l'espérance des fidèles et un apaisement était apporté aux malheurs qui les frappaient. La narration du martyre s'appuyait la plupart du temps sur des faits réels, sans qu'il soit possible de déterminer avec certitude ce qui appartient à l'Histoire et ce qu'il faut attribuer aux amplifications littéraires.

A quelle date fixer le martyre de Donatien et Rogatien ?... La «Passion» place sous les Empereurs Dioclétien et Maximien les faits rapportés. Faut-il accepter cette chronologie ?... La persécution, dite de Dioclétien, la dernière de la série traditionnelle, éclate en 303-304, à partir d'édits qui se succèdent au nombre de quatre. Dioclétien partage alors le pouvoir avec un autre «Auguste», Maximien qui gouverne l'Occident, et deux «Césars», Galère qui fut près de lui le véritable instigateur des mesures prises contre les Chrétiens, et Constance Chlore, le père de Constantin. Les édits furent appliqués avec plus ou moins de rigueur suivant les provinces. A Maximien on peut appliquer les mots de la «Passion» qui parle de «bestiale cruauté». Mais la Gaule ne dépendait pas de Maximien, au moins directement. Elle était pratiquement sous l'autorité de

Constance Chlore qui se contenta de fermer les églises, de faire confisquer les livres saints et les vases sacrés, de priver de leurs charges les dignitaires convertis au christianisme. Mais il faut remarquer qu'une certaine latitude était laissée aux magistrats locaux qui pouvaient pousser parfois le zèle. Reculer de quarante ans le martyre des Enfants Nantais paraît difficile, compte tenu de ce que nous savons de l'évangélisation de la Gaule au III^e siècle. Nous pouvons donc conserver la date de 304.

Peut-on esquisser la personnalité des deux jeunes gens dont le sang versé fut la semence de la foi chrétienne en terre nantaise ? Le nom qu'on leur donne traditionnellement en les qualifiant d'«enfants» n'a rien à voir avec l'âge : Donatien et Rogatien sont des enfants de la ville de Nantes dont ils sont devenus les patrons. La «Passion» nous dit : «Il y avait dans la ville de Nantes un jeune homme du nom de Donatien». La suite du récit nous apprend qu'il était le cadet. En les appelant jeunes gens, on les situe dans une tranche d'âge entre vingt et trente ans. On les dit «d'illustre origine», ce qui est une clause de style assez fréquente. Le fait de porter des noms à consonnance latine pourrait nous orienter vers une couche supérieure de la société gallo-romaine ainsi que la sépulture qui leur fut accordée. Les deux frères, Donatien d'abord, puis, par lui, Rogatien, s'étaient convertis à l'occasion du passage d'un missionnaire qui baptisa le plus jeune avant de poursuivre sa route au moment où éclate la persécution qui visait plus particulièrement les responsables de l'Eglise. Tout cela paraît plausible et l'on peut suivre l'opinion du célèbre historien, Mgr Duchesne, qui estimait la «Passion» rédigée sur des traditions encore vivantes».

La tradition qui nous touche le plus est le geste de Donatien embrassant son frère dans la prison, l'un et l'autre considérant ce baiser comme l'équivalent du baptême : «Le bienheureux Rogatien s'affligeait d'avoir été prévenu par la persécution avant d'avoir reçu la grâce du baptême. Mais dans sa foi, il crut que s'il obtenait de son frère un baiser, cela lui serait comme un baptême». Cet épisode a été reproduit en des tableaux et des images qui nous sont familiers. Il illustre l'enseignement sur le baptême de désir. Il semble aussi —mais peut-être y verra-t-on une interprétation moderne— le lien de la foi et de la charité fraternelle : l'union des cœurs signifie la foi en Jésus-Christ.

Les réponses de Donatien et Rogatien au magistrat s'inspirent d'Actes authentiques d'autres martyrs. Il y a toujours le défi du chrétien à ses juges dont la colère monte à la mesure des réponses apportées à ses menaces ou à ses promesses fallacieuses. Unis au Christ, les martyrs sont déjà victorieux des bourreaux : «Liés de chaînes, ils étaient libres de volonté, car les tourments les avaient rendus plus forts en Jésus-Christ». Dans les Actes authentiques, parfois simples notes d'audience, les répliques sont plus vives, mais n'oublions pas que les Passions sont susceptibles d'une lecture publique. Contrairement à d'autres Passions le récit des tortures infligées aux deux martyrs est d'une grande sobriété, ce qui plaide pour l'ancienneté du document. Les corps des saints durent conserver des traces de leur supplice, ce qui expliquerait qu'ils eurent d'abord le cou percé d'une lance, puis la tête tranchée.

Quel fut le lieu du martyre ?... Une tradition respectable, mais ce n'est qu'une tradition, le site là où se dressent, rue Dufour, deux croix bénites le 18 octobre

1896. Elles avaient remplacé deux croix de bois érigées en 1816. Deux croix avaient été brûlées pendant la Révolution, qui se dressaient à ce même endroit. Albert de Morlaix en signale la présence en 1635. Le chanoine Russon, qui a étudié la question dans son livre intitulé «La Passion des Enfants Nantais» (1), croit pouvoir remonter au début du XIV^e siècle et conclut : «L'antique tradition semble donc être ferme ; de génération en génération, les pères ont montré à leurs fils "l'endroit où ils moururent" et cet endroit n'a jamais varié».

Inhumés dans le cimetière voisin du lieu de leur mort, les deux martyrs furent mis dans la même fosse. Un sarcophage, revenu en 1943 dans l'église de Saint-Donatien, fut élevé, qui contient les restes des «Enfants Nantais» jusqu'au XI^e siècle. L'histoire des reliques est une histoire compliquée. Outre celles conservées à la paroisse Saint-Donatien, la paroisse Saint-Clément en possède d'importantes qui lui viennent de l'ancien monastère des Clarisses.

«Fortifiés par les gages multiples d'une grâce surabondante, soutenus par l'espoir de la couronne, ils ont mérité d'entrer dans les récompenses éternelles, leurs blessures leur servant de lauriers de victoire, par le secours de Notre Seigneur Jésus-Christ» : ainsi se termine la Passion dont le récit nous permet de connaître quelque chose des premiers martyrs de l'Ouest de la Gaule.

(1) C'est à lui que nous avons emprunté la traduction du texte de la «Passion».

Jean GUEHENNEUC

QUELQUES MOTS SUR LA CHAPELLE SAINT-ETIENNE

Située dans le cimetière Saint-Donatien, elle mériterait d'être mieux connue. Mais elle est fermée au culte et de nos jours beaucoup de Saints honorés par nos ancêtres sont au chômage ! C'est le cas de Saint-ETIENNE, premier martyr chrétien.

Il fut lapidé sur la place publique alors que, faisant partie des sept premiers diacres nommés par Saint-Pierre, il essayait de convertir la foule. Paul de Tarse, futur apôtre qui, à l'époque, n'était pas encore converti et même persécutait les Chrétiens, assistait à son supplice, mais sans y participer.

ORIGINES DE LA CHAPELLE

Elle sera construite sur un domaine déjà sanctifié depuis deux siècles par le martyre de deux autres Saints, Donatien et Rogatien qui, eux, sont nos prenants martyrs nantais.

Le premier évêque de Nantes est Saint-Clair qui, vers 280, avait évangélisé la région. Il apporte avec lui une relique : un des clous de la crucifixion de Saint-Pierre qui sera placé dans un oratoire discret à l'intérieur d'une villa Gallo-Romaine.

La juridiction de Saint-Clair est très étendue et il circule beaucoup, prêchant et baptisant lui-même les nouveaux adeptes qui ne sont pas très nombreux.

Mais il a fait une recrue de marque, Donatien qui appartient à une riche famille Gallo-Romaine, et ce nouveau chrétien fait beaucoup de zèle.

Les Romains, peuple et dirigeants, ne sont pas hostiles aux adeptes de la nouvelle religion à condition qu'ils respectent aussi les divinités païennes.

Donatien refuse, entraîne avec lui son frère Rogatien et, lors des persécutions de Dioclétien, tous deux sont martyrisés et décapités à la date du 24 mai 304. Le lieu de leur martyre est encore marqué par deux croix rue DUFOUR, ancien trajet de la route de Paris.

Recueillis par des mains pieuses, leurs restes seront inhumés dans le caveau familial, dans deux cercueils de bois placés dans une fosse creusée près du dépôt d'urnes funéraires. Aucun autre Chrétien n'est inquiet s'il ne se livre pas en public à des prédications et l'évêque est parti dans la région de Vannes. Considérés comme Saints puisque martyrisés, Donatien et Rogatien sont désormais les protecteurs de la ville de Nantes et invoqués à ce titre.

Par exemple, au VI^e siècle, une troupe de barbares assiege la ville bien abritée derrière ses remparts. Les populations hors des murs directement en butte aux exactions des troupes attaquantes se cachent dans les forêts voisines ou bien se terrent dans leurs maisons, tâchant de préserver leur bien. Le soir, ils se réunissent dans les églises tandis que les soldats regagnent leurs bivouacs. Il n'y a pas de combats sanglants. Un beau soir au clair de lune, les barbares, un peu déçus de la durée du siège, aperçoivent une troupe vêtue de blanc qui se dirige avec des cierges allumés vers une autre troupe semblable sortant d'une autre église. Ce sont les paroissiens de St-Donatien qui retrouvent ceux de St-Similien. Ensemble, ils prient et chantent, puis chacun rentre chez soi. Le lendemain, les troupes barbares ont levé le siège : on dit qu'elles ont cru voir des apparitions.

Leur chef Marcel Chillon se retrouve seul. Il abandonne la guerre faute de troupes, est admis à entrer seul et sans armes dans la ville qui a ouvert ses portes, et se convertit. Cette fin miraculeuse est attribuée à l'intervention des Saints.

La première église Saint-Donatien fut construite vers 490, la seconde vers 980. La troisième après la Révolution en 1804, et la grande basilique actuelle à partir de 1873.

La chapelle Saint-Etienne sera donc construite à côté de la première église St-Donatien, c'est l'œuvre d'EPHANIOS qui occupe le siège épiscopal de 502 à 518 qualifié de saint lui aussi par les historiens. Il assiste en 511 au concile d'Orléans réuni par le roi Clovis sur les conseils de ST-MELAIN, évêque de RENNES. ST-AVIT, évêque de Vienne, était l'envoyé du pape ST-SYMPHORIEN. On ne sait pas de quoi discutèrent ces saints personnages.

Saint-Epiphanium avait rapporté de Jérusalem des reliques de Saint Etienne, sa mandibule supérieure, nous précise-t-on, avec les dents. D'abord déposée à la cathédrale, la précieuse relique, source de pèlerinages, sera transférée ensuite dans la chapelle nouvelle.

Ce qui est assez remarquable, c'est que notre chapelle semble avoir traversé les siècles sans trop de vicissitudes. Nous la retrouvons dans ses dimensions d'origine : le mur occidental, sans ouvertures à part la porte plus récente, avec son appareillage fait de petites pierres séparées par des rangées de briques est un mur gallo-romain.

Le chevet plat porte la trace d'un large vitrail bouché depuis longtemps. Le second mur latéral est percé de deux ouvertures romaines et la porte principale est récente.

Autour de la chapelle Saint-Etienne et de l'église Saint-Donatien voisine, s'accumulent au cours des siècles de nombreuses tombes en calcaire, par endroits sur plusieurs épaisseurs, et sur une surface considérablement supérieure à celle du cimetière actuel.

Les monastères du quartier sont vraisemblablement très nombreux. Les premiers moines arrivés pour garder les reliques des Saints Donatien et Rogation seront des moines de St-Martin de Tours, mandés par l'évêque de Nantes.

Charlemagne, au VIII^e siècle, après avoir conquis Nantes et la région, enverra des moines de ST-MEDARD de Soissons qui, en 787, s'installeront à Doulon. Charlemagne prévoyait un établissement pour loger 70 moines, mais ils seront beaucoup moins nombreux dès les premières invasions barbares ; ils repartiront à Soissons en cachant profondément sous la terre le sarcophage des Saints et en emportant leurs

reliques. Ils feront certainement de même pour les restes de St-Etienne, peu encombrants. Après les invasions, Nantes reste déserte et abandonnée pendant 30 ans. Puis, Alain Barbe-Torte ayant chassé les importuns, la population revient.

En 1004, l'évêque appelle d'autres moines venant du Berry pour assurer la garde des sanctuaires. Pour assurer leur subsistance, il leur accorde des prélèvements sur les droits de pêche dans plusieurs rivières et sur des moulins. Mais quelques années plus tard, les chanoines leur contestent ces droits et la garde des reliques. Un procès s'en suit qui durera près de trente ans, et des escarmouches dont le rapt des reliques transportées dans la cathédrale.

Les moines finissent par s'en aller, et à partir de 1092 l'église St-Donatien devient centre paroissial sous l'autorité de l'évêque qui nomme les curés.

Les grandes fêtes autour des reliques ont lieu désormais à la Cathédrale, mais les pèlerins continuent quand même à visiter les anciens lieux vénéralisés autour des Saints Enfants Nantais et même de St-Etienne. Un puits sera creusé devant l'entrée de la chapelle pour permettre aux pèlerins de se laver avant d'entrer dans la chapelle où ils viennent volontiers prier même si les reliques ne s'y trouvent plus.

Et les siècles passent avec des périodes de ferveur et d'oubli pour la chapelle St-Etienne. Au XVII^e siècle, un inspecteur envoyé par l'évêque signale qu'elle serait belle si elle était carrelée, lambrisée et nettoyée des ordures qui y sont... Les murailles sont bonnes à l'exception d'une lézarde.

Le père de Montfort, célèbre prédicateur du XVIII^e siècle, auteur du calvaire de Pontchâteau, prêche une mission à St-Donatien en 1710. Il fit nettoyer la chapelle, offrit une cloche pour le campanile et lui donna un nouveau nom en consacrant l'autel à Notre-Dame-du-Cœur, faisant presque oublier l'ancien patron St-Etienne.

Pendant la Révolution, l'église paroissiale brûle, mais pas la chapelle qui sert alors, à partir de 1802, d'église de secours en attendant la restauration de l'ancienne. La nef est prolongée par un bâtiment de fortune démolé depuis. L'ancienne statue de Saint-Etienne a été remise en place, mais St-Georges et St-Agapit provenant d'une autre chapelle viennent le rejoindre. Ces deux derniers saints sont très populaires à l'époque et par la suite, après le retour des paroissiens dans leur église réparée, la chapelle est désormais appelée par St-Georges et St-Agapit.

Pendant qu'elle était à usage paroissial, la chapelle a quand même vu son décor intérieur rénové, avec retable et boiseries.

La dernière restauration datait de 1900, faisant disparaître l'enduit extérieur qui, pendant longtemps, avait caché le caractère d'antiquité des murs, et tentant de refaire à l'intérieur un décor dans le style primitif : alternance de claveaux rouges et blancs dans les arrondis des ouvertures, chaînages de briques en épis de style carolingien. On refit des briques rouges placées à plat sur les murs avec, en relief, Adam et Eve et le serpent dans l'arbre au fruit défendu. Des dessins empruntés aux catacombes romaines couvraient les murs et la voûte en berceau en bois.

En 1917, l'abbé Ecomard, vicaire à St-Donatien, fit placer au-dessus de l'autel un tableau de Notre-Dame-du-Cœur et le chanoine Tendron offrit une statue du Père de Montfort.

Maintenant, la chapelle est retombée dans l'oubli

mais pas dans l'abandon total, car elle sert de dépôt de fouilles pour les antiquités préhistoriques.

Il reste encore des reliques du Saint nantais dans la basilique ainsi qu'à l'église St-Clément, grâce aux prélèvements accordés par l'évêque avant la Révolution et cachés au moment des troubles. Le trésor de la Cathé-

drale avait été pillé et les ossements jetés à même le sol après récupération des reliquaires. Deux anciens reliquieux les avaient recueillis, mis dans une caisse et enterrés près de la Cathédrale. Mais ils sont morts sans révéler leur secret.

Y. MERLANT

ANTENNE ADMINISTRATIVE DU RANZAY

Dans les terrains expropriés pour la construction du Palais de la Beaujoire, existait à l'extrémité de ceux-ci, près du Ranzay, une partie de propriété sur laquelle était érigé un Manoir dit Château de Clermont.

Ledit Manoir, en bordure de la route de St-Joseph, n'a pas été, à proprement parlé, compris dans les installations principales et annexes de La Beaujoire, et se trouvait ainsi disponible.

Il fut décidé d'y implanter une Antenne Administrative, faisant pratiquement fonction de Mairie Annexe intéressant tout ce quartier, d'ailleurs en pleine expansion.

Ce Manoir, d'un aspect très coquet, est occupé, au rez-de-chaussée, par les Services dont nous parlerons plus loin ; au premier étage, par une Salle de Réunion et le Bureau du Délégué Spécial nommé par le Maire de Nantes.

C'est le 27 Janvier 1977 qu'il fut inauguré par Monsieur André MORICE, alors Sénateur-Maire de NANTES, et entra en fonction dans les jours qui suivirent.

Le Délégué Spécial reçoit les personnes ayant des problèmes divers et leur sert d'introducteur près des élus concernés et des Services intéressés.

La fonctionnaire préposée à la tenue du Bureau du rez-de-chaussée est, en fait, chargée des formalités

administratives, sauf les déclarations de naissance et de décès.

Nous donnons ci-dessous un aperçu des formalités possibles :

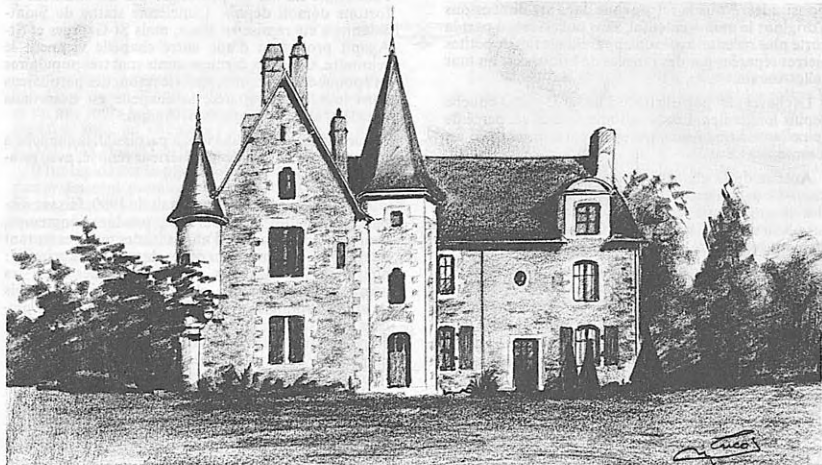
- Fiches d'état-civil
- Recensement et listes électorales
- Distribution des tickets gratuits de bus et tram aux ayants droit
- Cartes de circulation gratuites aux personnes âgées
- En un mot, tout ce qui dépend des formalités administratives.

Il y a lieu d'ajouter qu'y sont tenus, à la disposition des usagers, les différents imprimés nécessaires aux formalités officielles ainsi que les divers horaires de Transports en Commun (trains, autobus et tramways). On y trouve également un certain nombre de revues d'intérêt général.

Enfin, l'Annexe est chargée des allocations exceptionnelles et de la remise des colis notamment au moment de Noël.

Cette antenne rend de très grands services aux habitants de ce quartier périphérique, d'autant plus que le Délégué Spécial du Secteur et la personne chargée des relations avec le Public m'ont paru s'intéresser beaucoup à leurs fonctions qu'ils m'ont décrites et précisées avec une grande amabilité.

Lyonel PELLERIN



Le château du Ranzay (dessin de M. Lucot)

LE SÉMINAIRE DE PHILOSOPHIE



En 1822, l'abbé Joseph de Guérines, vicaire général de l'évêque de Clermont-Ferrand, fut promu à l'évêché de Nantes. Dès son arrivée, soucieux de faire bénéficier son futur clergé d'une solide formation intellectuelle, le nouvel évêque éprouva le besoin de créer un établissement analogue à celui qui existait déjà dans son Diocèse d'origine, intermédiaire entre le petit et le grand séminaire. On y étudierait spécialement, outre la philosophie, les mathématiques et la physique, en une scolarité de deux ans.

En face du monastère de la Visitation, rue Saint Clément, une maison appartenant à deux bienfaitrices du Diocèse, Mmes de Mareil et de Kérialant, avait été mise quelques années plus tôt à la disposition de l'évêché pour l'œuvre des retraites spirituelles. C'est sur ce local que Mgr du Guérines jeta son dévolu, mais il fallait loger ailleurs l'œuvre des retraites. A cette fin, le prélat acquit l'ancien couvent des Cordeliers, laissé libre par les religieuses de la Charité, dites du Refuge. Celles-ci, en août 1825, venaient de s'installer rue de Gigant. La maison fut achetée 72.000 F. Le budget des Affaires Ecclésiastiques fournit 53.000 F ; 19.000 F restèrent à la charge du Diocèse qui dut verser également 19.000 F aux religieuses de la Retraite, à titre d'indemnité(1).

Ainsi naquit, à la faveur de ces transferts, le séminaire de Philosophie. Seul existait à l'origine le bâtiment bordant la rue. On le suréléva et on y ajouta deux ailes. Un professeur au grand séminaire, l'abbé Théard, qui avait quelques connaissances en architecture, surveillait les travaux(2). «Votre nouveau séminaire avance toujours, écrivait l'abbé Vrignaud(3) à son évêque. M. Théard y déploie tout son zèle... J'ai payé jusqu'ici 17.000 F...» Le premier supérieur y ajoutera plus tard «l'avant-corps, les cloîtres et la chapelle» ce qui donnera «un établissement vaste, commode, bien aéré, ayant une gracieuse chapelle, de grandes salles... une cour et des jardins qui ne laisseront rien à désirer(4)». Dès 1826, la maison pouvait recevoir quatre-vingt-dix élèves.

Qui allait diriger ce nouveau séminaire, considéré officiellement comme une annexe du grand séminaire, mais jouissant en réalité d'une large autonomie ? L'évêque fixa son choix sur l'abbé Louis de Courson(5). En l'annonçant au clergé, l'évêque ajoutait : «Mon intention étant de rétablir les études ecclésiastiques sur le pied où elles étaient autrefois, on y fera deux années de philosophie, dont l'une sera consacrée à l'étude des mathématiques et de la physique...»(6)

Mgr de Guérines et l'abbé de Courson avaient longuement médité leur projet. Celui-ci, pour rédiger le règlement, avait passé un mois entier à Issy, près du supérieur général de Saint-Sulpice. On décida que seraient reçus à la fois des séminaristes et des laïcs désireux bénéficier d'une formation morale et intellectuelle solide. Un règlement unique serait observé par tous les élèves. Le port de la soutane ne serait pas obligatoire. Des élèves ecclésiastiques, Pierre-Louis Arondineau (1814-36) et ses dix condisciples ne la prendront qu'à leur entrée en seconde année(7).

Durant dix-huit ans, l'abbé de Courson gouvernera le nouveau séminaire. En 1844, appelé à Issy, il sera remplacé provisoirement par l'abbé Férit, puis par l'abbé Cahier, sulpiciens comme lui.

C'est donc en novembre 1826 que la «Philosophie» fut ouverte. On a pu retrouver, pour le premier demi-siècle, les effectifs de neuf années scolaires, mais sans savoir si les élèves laïcs sont inclus dans ces chiffres :

1827 : 67 ou 68	1830 : 76	1842 : 80
1828 : 56	1832 : 75	1844 : 80
1829 : 59 à 61	1838 : 74	1845 : 92

Combien d'élèves de Nantes parmi eux ? En 1827 et 1828, 11 en 1829, 15 en 1830. Il semble bien que le seul régime fut l'internat. A Saint-Sulpice, on se demandait si la présence d'élèves laïcs ne nuirait point aux autres. Après une expérience de dix-huit ans, les professeurs pourront écrire : «La présence des laïcs dans la maison ne paraît pas avoir de mauvaise influence sur le reste des élèves, et quelques-uns des laïcs donnent des consolations et, contre leurs premières intentions, entrent dans l'état ecclésiastique.»(8)

M. de Courson favorisait la préparation au baccalauréat, premier grade universitaire particulièrement nécessaire aux élèves qui resteraient «dans le monde». Il demandait toutefois aux candidats de se présenter à l'examen, autant que possible, pendant les vacances pour que «rien n'altère le recueillement et la régularité de la Communauté.»(9)

A la fin de l'année scolaire, des élèves étaient appelés à traiter en public certains sujets se rapportant au programme : mécanique, géostatique, géodynamique, hydrodynamique et hydrostatique, calorique, électricité, magnétisme, lumière... Tels sont les titres relevés sur un document annonçant «l'exercice de physique» pour le 25 juillet 1827. On étudiait aussi la chimie, l'astronomie, le calendrier. Pour les cours de sciences, le supérieur fit appel à un professeur du Collège Royal, M. Le Boyer, «déjà connu par son Traité du calendrier» publié en 1822. En 1830, un jeune prêtre, Yves Leberre, lui succéda.

C'est un séminariste, Félix Fournier, qui, le premier, enseigna la philosophie dans l'établissement. Il avait déjà exercé les mêmes fonctions au grand séminaire durant une ou deux années. En juillet 1827 furent soutenues des «thèses» de philosophie, avec discussion publique. Un arbitre, le professeur, dirigeait les débats et «prononçait sur l'issue». Sur une affiche, rédigée en latin pour 1827, on lit : «Arbitrer erit Félix Fournier, presbyter, philosophiae professor Nannetis, in aula seminariorum philosophorum.»(10)

(1) A.D. 41 V 1. Ministre à Préfet. 18 mai 1826. Ordonnance royale du 17 mai.

A.E. Dossier Dames Blanches. Sup^a à év. 28 nov. 1825. G. Durville. Études sur le vicaire Nantes. 1^{ère} livraison p. 255.

(2) Théard (J.P.F.). Né à Craon en 1781, prêtre en 1806, entré dans la Cie de Saint-Sulpice en 1816. Professeur à Nantes en 1819, † 1868.

(3) Secrétaire à l'évêché, futur vicaire général. Lettres des 3 et 19 juillet 1826.

(4) Anonyme. Vie de M. de Courson, p. 94.

(5) (1799-1850). Prêtre en 1822, vic. gén. en 1823, Prof. au Grand Séminaire en 1824. Sup^a Gal de Saint-Sulpice en 1845.

(6) Mandements. Tome I. Aux curés : 18 oct. 1826.

(7) Anonyme. Les souvenirs de l'amitié ou vie... de P.L. Arondineau, p. 169.

(8) J.M. Mouillé. Histoire du Grand Séminaire de Nantes, p. 212-238.

(9) Vie de M. de Courson, p. 171.

(10) Félix Fournier deviendra évêque de Nantes (1870-77).

Dès 1828, l'arbitre est le sulpicien Henri Allegret. Félix Fournier n'enseigna donc qu'un an au séminaire des philosophes. Ordonné prêtre en 1827, il quitta l'enseignement pour un vicariat à Saint-Nicolas de Nantes. En effet, le séminaire de la rue Saint-Clément était, par son supérieur, une maison sulpicienne. Celui-ci tendait évidemment à y faire nommer des maîtres d'une Compagnie qu'il appréciait. D'autre part, la philosophie mennaisienne, en faveur à cette époque, recrutait des adeptes mais éveillait des méfiances. Au cours d'une visite au séminaire de Nantes, précisément en juillet 1827, M. Garnier, supérieur général de Saint-Sulpice, s'en préoccupa : «Le système de M. de la Mennais ne doit pas être enseigné» est-il écrit au procès-verbal. Or, plusieurs membres du clergé, surtout parmi les professeurs, sont séduits par cette doctrine : en particulier l'abbé Fournier. L'observation du supérieur général constitue donc à la fois une critique et un avertissement : elle explique la mutation du jeune professeur.

A l'abbé Allegret, mort prématurément en 1831, succéda le séminariste Paulin Arondineau, lui-même futur sulpicien.

Après leurs deux années d'études rue St-Clément, la plupart des élèves entrent au grand séminaire, pour leurs quatre années de théologie.

En 1831, le séminaire de philosophie fut doté d'un économe autonome, mais il continua à dépendre du grand séminaire pour certaines subventions (8.000 F par an) et grosses dépenses. C'est ainsi qu'en 1837 il reçut 16.000 F pour la construction de sa chapelle, que Mgr de Hercé bénira le 14 avril 1838. Dans cette chapelle sera déposé quelques semaines plus tard le cœur de Mgr de Guérines, prélat fondateur de la maison. En 1850, à la mémoire de M. de Courson, un modeste monument y recevra également le cœur du premier supérieur. Notons enfin un versement de 15.000 F en 1844 pour des constructions nouvelles.

En 1849, le prix de pension annuel est de 350 F.

LES ÉVÉNEMENTS DE 1832

La vie paisible des «philosophes» ne fut troublée qu'en 1832, par la tentative de la duchesse de Berry : «Ce bruit d'armes qui se faisait autour de nous remuait tout ce qu'il y avait de vie dans nos cœurs de quinze ans... écrit un élève de l'époque. Quand les gendarmes, postés dans nos corridors, nous comptaient et nous gardaient à vue, quand toutes les pierres de nos cellules et les vitres de nos croisées s'agitaient au bruit de ces 60.000 hommes débordant sur les campagnes... nous étions tous, même les plus froids, profondément émus, quelques-uns de crainte, la plupart d'un enthousiasme inexprimable...»(11).

Des trois séminaires nantais, la «Philosophie» qui comptait un certain nombre d'élèves laïcs —adolescents, et de familles légitimistes— fut certainement le plus agité. Au total, une trentaine d'élèves s'engagèrent dans la clandestine «compagnie d'honneur de Madame». Ils devaient rester sur place en attendant des ordres. Un nécessaire de pansement leur fut remis. Ordres et contre-ordres se succédaient, les engagés restèrent trois nuits sans se désabiller. Le supérieur n'ignorait rien de ce qui se passait, mais il se sentait débordé par les événements : les élèves eussent désobéi plutôt que de renoncer à ce qu'ils croyaient être leur devoir, aussi gardait-il le silence. Le 5 juin, un émisi-

saire se présenta pour emmener les volontaires. L'abbé de Courson lui objecta un ordre formel de l'évêque interdisant la sortie des élèves. Le messager se heurta au même refus dans les deux autres séminaires. Le biographe du supérieur précise que celui-ci avait conseillé à quatre élèves de rentrer momentanément chez eux «pour dégager la responsabilité du séminaire». Au combat du Chêne (en Vieillelevigne - 6 juin 1832) auquel participèrent vraisemblablement trois séminaristes, l'un d'eux, Arsène Lhéuédé, fut blessé grièvement. Toutefois, rien ne permit d'affirmer que ces jeunes carlistes étaient élèves du séminaire de Philosophie. D'autre part, et quel que fut leur établissement d'origine, il faut reconnaître que trois élèves compromis sur un effectif total de 550 séminaristes, cela constitue une proportion véritablement négligeable.

L'échec du soulèvement de juin 1832 n'amena pas la détente : la disparition de l'insaisissable duchesse de Berry, fièvreusement recherchée par la police, maintint une tension extrême à Nantes en particulier. On multipliait les perquisitions ; en juin, on visita le séminaire où l'on prétendait que, sous le costume d'un élève, la duchesse s'était cachée. Six semaines après son arrestation, dans le vain espoir de mettre la main sur Charette, le préfet Maurice-Duval fit évacuer les trois séminaires de Nantes que l'on visita minutieusement (le 19 décembre au matin) ; le soir, les élèves ne purent y rentrer. L'occupation militaire et policière dura trois jours. Le ministre de l'Intérieur, Thiers, blâma discrètement Maurice-Duval en lui conseillant une sage réserve pour l'avenir, «des mesures semblables à celles qui ont été prises n'étant pas sans inconvénient».(12)

Dès le début de 1833, le séminaire de philosophie revint à son état normal et rien ne devait plus, de longues années durant, troubler sa paisible existence.

Au fil des années s'étaient affirmées l'utilité et la bonne réputation de l'établissement. C'est ainsi que, trente-cinq ans après sa fondation, sous le Second Empire, Mgr Jaquemot, successeur de Joseph de Guérines, pouvait mener à son collègue d'Orléans : «J'ai toujours été singulièrement frappé des avantages d'une maison de philosophie séparée et servant de transition entre le petit et le grand séminaire...»(13)

Ces avantages, sans doute, continuèrent à être reconnus puisque les effectifs d'élèves se maintinrent toujours de façon satisfaisante. On a pu en dresser le relevé malgré quelques inévitables lacunes. Afin de réduire la longueur des colonnes, nous présentons au lecteur, dans la mesure du possible, une suite de moyennes quinquennales ou quadriennales :

1850-54 : 78	1886 : 87
1855-59 : 76	1892-95 : 132 - sur 4 années
1860-64 : 67	1898 : 98
1865-69 : 81	1899 : 95

(11) Anonyme. Les souvenirs de l'amitié ou vie de P.L. Arondineau. p. 155.

(12) A.D. I M 512. Ministre à Préfet. 26 décembre 1832.

Fait annoncé : Quinze années plus tard, sur sa discrète sollicitation, et par l'intermédiaire de Mgr de Hercé, Maurice-Duval sera nommé Chevalier de Saint-Grégoire-le-Grand (sept. 1847). «en témoignage d'estime, de gratitude, pour les services qu'il a rendus...» Il convient de rappeler ses interventions pour l'achèvement de la cathédrale, cf *Faugeras M.* Le Diocèse de Nantes sous la monarchie censitaire. Thèse T II p. 331-332.

(13) Lettre du 6 septembre 1861 (A.E. 354) citée par M. Launay : Le diocèse de Nantes sous le Second Empire. Tome I p. 275.

1871-75 : 83	1905 : 68	
1876-80 : 94	1906-1907 : 100	fermeture du
1881-85 : 84		[séminaire

Manquent l'année 1870, la période 1887-91, les années 1896, 1897, 1900 à 1904, l'année 1906. C'est au cours des années 1892 à 1895 que ce séminaire a compté ses effectifs les plus nombreux. En revanche, les années 1881, 1884, 1885 et 1905 surtout, années de tension, connaissent les effectifs les plus faibles.

On connaît, en particulier pour le Second Empire, de 1862 à 1870, l'origine sociale et géographique des élèves de la «Philosophie» : élèves de la ville même de Nantes : 13,8 %.

Professions des parents :

Commerçants et artisans	45 %
Agriculteurs	27,9 %
Propriétaires	9,5 %
Fonctionnaires	4,7 %
Marins	4,4 %

Professions libérales	3 %	
Divers	5,2 %	(14)

Remarquons l'importance des classes moyennes et du nombre rural dans le recrutement sacerdotal. Fonctionnaires et professions libérales y sont peu représentés, malgré l'essor de l'enseignement secondaire catholique.

L'histoire du séminaire de philosophie s'acheva brusquement en 1907. Du fait de la loi de Séparation des Églises et de l'État et des conséquences de cette loi, les élèves durent quitter l'établissement en cours d'année scolaire (15). Par la suite, il fut occupé par l'Institut Polytechnique de l'Ouest, devenu École Nationale Supérieure de Mécanique, puis, plus récemment, par l'Institut Universitaire de Technologie.

(14) M. Launay. op. cit. Tome I p. 276-277.

(15) Ils en furent expulsés au matin du 19 décembre 1906.

M. FAUGERAS

L'INSTITUT POLYTECHNIQUE DE L'OUEST (devenu E.N.S.M.)

Le 15 Juillet 1915, le Conseil Municipal de Nantes, sur la proposition du maire, Mr Paul BELLAMY, votait la création d'un Institut Municipal dont le programme des études s'étendrait à la Chimie Industrielle, à la Mécanique, à l'Électricité et aux Travaux Publics. Il s'agissait d'y former, dans ces quatre domaines, des ingénieurs et des techniciens... L'École devait établir elle-même ses programmes sans intervention et sans contrôle et jouir d'une autonomie absolue pour appliquer les méthodes les plus modernes. Des frais d'étude devaient être acquittés par les élèves : en moyenne 900 F par année scolaire pour les cours de la section supérieure.

*

L'Institut prit le départ en Novembre 1919, avec un effectif de 66 élèves. On lui attribua les locaux de l'ancien Séminaire de Philosophie, mais en attendant les aménagements nécessaires, les cours de travaux pratiques eurent d'abord lieu à l'École libre de Droit, au Lycée Clémenceau, à l'École des Beaux-Arts, à l'École Supérieure de Commerce, à l'École de Médecine, et pour la mécanique, aux Ateliers et Chantiers de la Loire !

Ce sont les élèves de l'I.P.O. eux-mêmes, sous la direction de leurs professeurs, qui assurèrent le montage de toutes les machines-outils, d'un compresseur de 40 CV, des fours du laboratoire technique, des machines du laboratoire d'essais, de dix postes de soudure autogène, et toutes les canalisations électriques destinées à l'éclairage, à la force motrice des ateliers, au chauffage des locaux, à l'installation des laboratoires. Travail formidable, exécuté rapidement et parfaitement !

*

En 1922, les cours normaux étaient suivis par 140

étudiants et des cours post-scolaires fonctionnaient parallèlement pour le perfectionnement des travailleurs. Il existait aussi une section préparatoire, dont le



Paul le Rolland
Professeur à l'I.P.O. d'octobre 34 à août 44

programme était celui du baccalauréat, de façon à permettre «à tout candidat, intelligent et travailleur, sortirait-il même d'un cours d'apprentissage», de devenir ingénieur ou licencié es-sciences.

On peut souligner la ténacité dont ont fait preuve tous les artisans de première heure :

- le maire de Nantes, Paul Bellamy, et sa municipalité qui avaient été à l'initiative de l'École, et accepté de s'imposer une lourde charge financière (1 million de francs de l'époque rien que pour l'édification des laboratoires de son Institut).

- le premier directeur de l'I.P.O., André POIRSON qui a tracé les grandes lignes d'une organisation originale et d'un programme judicieusement composé.

- les professeurs et les élèves des premières années, enfin, qui n'ont pas ménagé leurs efforts.

*

M. Aimé POIRSON avait très vite exprimé l'espoir que l'alliance de la Science et de l'Industrie soit réalisée par toute la France, grâce à la création d'Universités Techniques délivrant certains certificats relatifs aux Sciences Appliquées.

Une première satisfaction allait lui être donnée en Juin 1922, quand l'Institut fut rattaché à la Faculté des Sciences de Rennes.

Mais il apparaît très vite que la nécessité d'avoir un personnel de haute qualité, et de disposer de laboratoires modernes entraîne «un budget élevé pour lequel l'intervention de l'État est vraiment indispensable».

A la suite d'échanges de vue entre le Doyen de la Faculté des Sciences de Rennes et la municipalité de Nantes, on aboutit, en 1926, à une convention stipulant que l'Institut Polytechnique de l'Ouest est annexé

à la Faculté des Sciences de Rennes et devient Institut de Faculté. La ville garde à sa charge l'entretien des bâtiments et dépendances, et verse une subvention annuelle de 450.000 F à la Faculté des Sciences de Rennes pour les frais de personnel, d'entretien matériel, et de marche normale de l'Institut, qu'alimentent par ailleurs, outre les droits d'études versés par les étudiants, des subventions éventuelles de la ville, du département, de l'État ou des particuliers. Le Directeur est nommé par le Recteur sur la proposition du maire de Nantes, et l'avis de la Faculté de Sciences.

L'I.P.O. comprend alors :

- l'École des Ingénieurs,
- l'École des Techniciens,
- les Écoles préparatoires aux emplois techniques de l'État :

- . à l'École Nationale de l'Enseignement Technique,

- . à l'École Supérieure des Postes et Télégraphes,

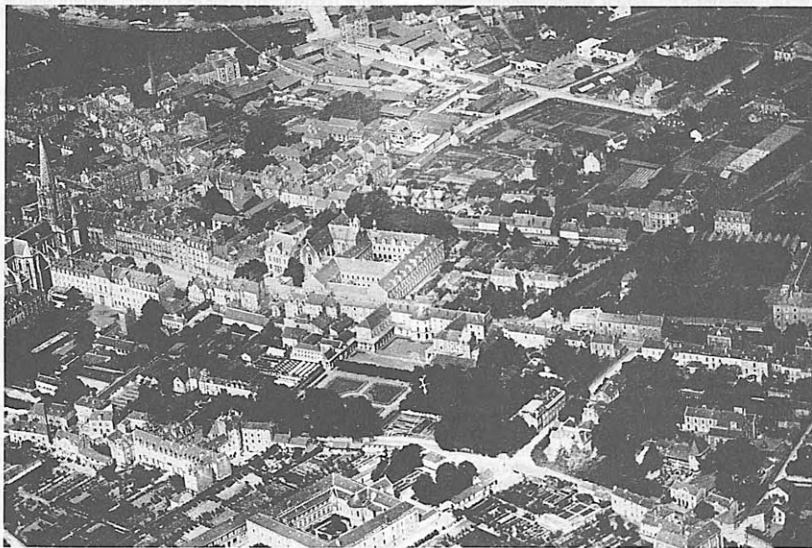
- . à l'École Supérieure d'Aéronautique,

- . à l'École des Élèves-Ingénieurs mécaniciens de la Marine de l'État.

- l'Enseignement post-scolaire destiné au personnel des usines.

*

Cette convention devait être valable jusqu'au 31 Décembre 1941. Au cours de l'année 1941, le Conseil Municipal en accepta la reconduction pure et simple pour une période s'étendant jusqu'à 6 mois après la conclusion de la paix. En fait, elle sera valable jusqu'à la transformation de l'Institut en une École Nationale Supérieure de Mécanique, par le décret du 2 Avril 1948.



Vue aérienne du quartier St-Clément
(on y reconnaît les bâtiments de l'I.P.O.)



Nantes, I.U.T., anciennement E.N.S.M. (S. Pageot)

Pendant les 27 ans de son existence, l'I.P.O. a vu se succéder à sa tête :

- M. Aimé Poirson, jusqu'en Septembre 1934,

- M. Paul Le Rolland, professeur à la Faculté des Sciences de Rennes, prix Montyon de sciences physiques, professeur à l'I.P.O. d'Octobre 34 à Août 44, date à laquelle il est nommé directeur général de l'Enseignement Technique,

- M. Jean Fournery, professeur à l'Institut d'Août 44 à Janvier 46,

- M. Max Schmitt, professeur à la Faculté de Sciences de Rennes et professeur à l'I.P.O. du 15 Janvier 46 jusqu'en 1948.

La difficulté majeure, pendant toute cette période, fut celle d'équilibrer le budget, chose malaisée au temps des décrets-lois, où plus encore pendant la guerre, et qui entraîna malheureusement une majoration des frais d'études, à peu près multipliés par 4 de 1922 à 1948.

Cependant, les effectifs ne faiblissaient pas : 114 élèves à la rentrée de 1934, 164 en 1937, 207 en 1940, 193 en 43. De 1923 à 1948, 230 diplômés d'ingénieurs I.P.O. ont été décernés — ainsi que plusieurs centaines de diplômés de sous-ingénieurs, ou conducteurs I.P.O.

Dans le même temps, 1106 certificats de licence ès-sciences, 2 agrégations de sciences physiques, 2 diplômes d'ingénieur-docteur, 2 diplômes de docteur ès-sciences, ont été également obtenus par les Elèves.

Un nouvel échelon allait être franchi à Nantes dans le domaine de l'Enseignement Scientifique et Technique. Un décret du 2 Avril 1948 y créait en effet une

Ecole Nationale Supérieure de Mécanique.

Il fallut attendre 1954 pour qu'un arrêté ministériel permette de constituer régulièrement le Conseil d'Administration. Cependant, les cours d'ingénieurs E.N.S.M. en constructions mécaniques et civiles, et en constructions mécaniques, aéronautiques et navales ont commencé dès Octobre 48, en même temps que se poursuivait la collation des diplômés I.P.O. (jusqu'en 1953).

Bien entendu, les locaux existants ne pouvaient plus faire face à l'augmentation des effectifs et à la diversification des enseignements. De 1948 à 1960, la Ville de Nantes prit en charge un grand programme de travaux modifiant complètement l'aspect, et multipliant les possibilités de l'établissement.

En 1962, quand la ville de Nantes a eu recouré son Université, c'est le Directeur de l'E.N.S.M., Mr Max Schmitt, qui fut choisi pour être le premier Recteur.

*

L'E.N.S.M., devenu depuis 1986 un établissement public à caractère administratif de 4^e catégorie (avec l'École Centrale de Paris, celle de Lyon, et l'École Nationale Supérieure des Arts et Métiers de Paris) avait quitté des lieux trop exigus pour ses ambitions nouvelles.

Elle étend, aujourd'hui, au 1 de la rue de la Noë, près des campus universitaires, ses 23.000 m² de bâtiments, dont 2/3 de laboratoires, sur 16 ha de terrains.

Elle regroupe, pour encadrer ses 540 élèves-ingénieurs recrutés sur concours nationaux des ENSI, 170 enseignants, 150 chercheurs et enseignants chercheurs, et 222 salariés à temps plein.



Un atelier de l'I.P.O.

Elle est l'une des grandes écoles techniques françaises, continue de former des Ingénieurs et de participer activement à la recherche scientifique. L'un de ses atouts majeurs tient dans la pluridisciplinarité des

options qui se situent soit à l'intermédiaire de la mécanique et de l'électronique, soit à celui de la mécanique et des matériaux.

Renseignements recueillis auprès de M. le Dr de l'E.N.S.M.

A L'ÉCOLE LIVET, DANS LES ANNÉES 20

Établissement Technique d'une grande réputation, où l'on entrait sur concours, les 1^{ère} et 2^{ème} années étaient communes à tous les élèves. On y recevait un enseignement assez complet.

En Français, j'ai gardé le souvenir d'un professeur qui se plaisait à nous faire sentir la subtilité des temps. Il notait les devoirs avec une conscience qui m'impressionnait. Par exemple : 11 + signifiait qu'à la rigueur il aurait pu mettre 11 ½, tandis que 7 ½ a.p. se situait entre 7 et 7 ½.

En deuxième année, nous avions un professeur de littérature qui avait un faible pour Musset. Il poussait le sadisme jusqu'à nous faire apprendre par cœur, à nous, pauvres pensionnaires, une page des «Nuits de Mai» : «Poète, prends ton luth et me donne un baiser ; le printemps naît ce soir, les vents vont s'embraser...» etc... Il avait aussi un goût pour Molière, et nous martyrisait avec tout ce que vous pouvez imaginer.

En mathématiques, nous éprouvions une sorte de

terreur devant les exigences et la rigueur des professeurs.

Les 3^{ème} et 4^{ème} années se partageaient en classes «normales» et en classes dites «spéciales» qui préparaient aux Arts et Métiers. Les heures de présence en classe étaient les mêmes, mais elles comportaient davantage de mathématiques et de sciences.

Pour toute l'école, le lever était fixé à 5 h 30 en toutes saisons, sauf le Dimanche où il était à 6 heures. Le travail s'effectuait au son d'une cloche tirée allègrement, sans défaillance, par le concierge.

De 5 h 30 à 6 h, c'était la toilette, dans un dortoir non chauffé. L'eau était distribuée par les jets d'un lavabo collectif : un gros tube percé de trous et d'une longueur appropriée au service rapide des 30 ou 40 pénitents qui sortaient du lit.

6 h 15 à 7 h 15 : étude dans la salle de classe. Ensuite, petite récréation et déjeuner du matin. Bancs de cha-

que côté des tables de huit ; café au lait. (Il n'était pas rare en été que le lait fût « tourné ») ; le Dimanche, un chocolat « léger », pain sec à volonté, mais nos familles (celles qui le pouvaient) nous envoyaient de petits colis. Nous pouvions ainsi étaler du beurre sur les tartines. En été, c'était plus compliqué, car le beurre était liquéfié.

Je n'ai pas gardé un bon souvenir des repas que l'on nous servait à midi. Mais il fallait bien manger ! Le mercredi, me semble-t-il, on nous donnait des saucisses aux choux, de longues saucisses rouges, peu appétissantes, avec des choux manifestement cuits « à l'économie ». Il n'était pas rare que certains « chahuteurs » (ils étaient nombreux) profitent des allées et venues du surveillant pour saisir, avec à propos, le moment de lancer une saucisse qui atterrissait plus loin, sur une autre table, au milieu des exclamations indignées. La réplique ne se faisait d'ailleurs pas attendre, le moment venu. Le Dimanche soir, il nous était servi une omelette dans ces plats longs, étamés, dont j'ai gardé le souvenir. L'omelette était régulièrement brûlée. J'ai toujours gardé l'espoir, pendant mes années de Livétien, de la voir un jour réussie... En vain !

A la vérité, le régime était carcéral. Nous étions coupés de nos familles durant toute l'étendue du trimestre. Pas de courtes vacances intermédiaires. Lorsque Pâques se situait assez tard, en Avril, nous étions 117 jours sans revoir nos parents. Sur le tableau dans un angle, le major inscrivait à la craie le nombre de jours qui nous séparaient du départ en vacances. D.K.L. = 117 (décàle = 117), puis 116 – 115 –. C'était bien déprimant pour de jeunes garçons de 13 et 14 ans

(certains même n'avaient que 12 ans ; c'était rare, car le concours d'entrée était difficile).

En 1^{ère} année, le plus dur était bien les séances d'atelier de 2 heures d'affilée. On nous apprenait, dans un tonnerre de coups de marteaux, à utiliser des « bédanes » et des « burins » pour réduire, suivant un dessin, des pièces de fer — non sans dommage, hélas, pour l'épiderme de la main gauche, souvent arrachée par un coup de marteau mal ajusté.

Les plus petits étaient juchés sur des escabeaux pour être à la hauteur de l'étau.

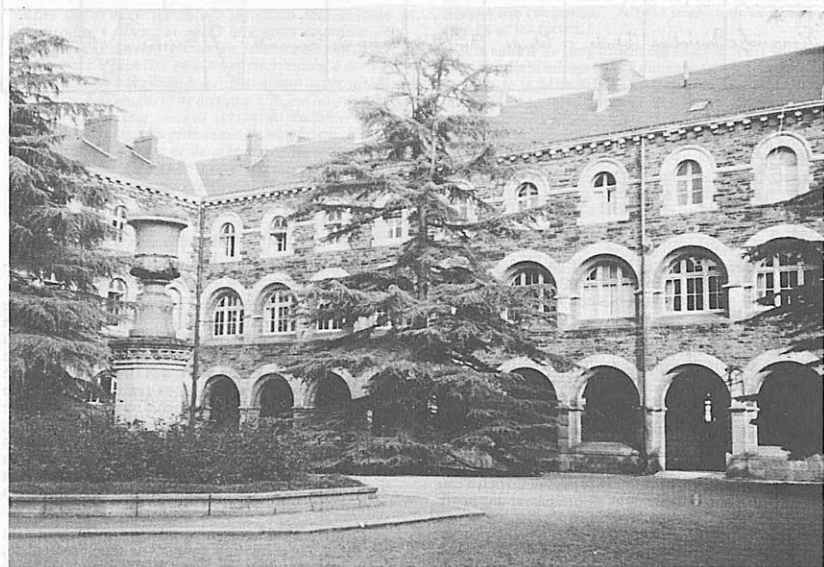
Certains ne pouvaient soutenir un tel rythme et, à tort ou à raison, changeaient d'orientation...

Cependant, ces quatre années d'études et de vie monacale ont été pour nous la préparation à la vie. C'était déjà la lutte... Confrontés sans ménagements, dès l'entrée dans l'adolescence, aux difficultés quotidiennes : le travail, l'effort, les contraintes, les injustices, parfois la violence, nous avons été préparés à affronter la grande épreuve de l'existence.

Nous avons reçu, avec la formation intellectuelle qui a permis à tous mes camarades de tenir, dans leur vie d'homme, des postes de responsabilité, les qualités morales que nous devons à nos professeurs, auxquels je garde une reconnaissance émue.


Ces années d'adolescence, où l'on découvre l'amitié, l'estime des uns pour les autres, ont aussi contribué à nous faire découvrir ce qu'il y a de grand dans la fraternité des hommes.

M. CHOLET (Souvenirs)



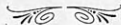
Nantes, Lycée Livet

— EMPLOI DU TEMPS EN 4^e NORM'S —

	8 - 9	9 - 10	10 - 11	11 - 12	13.45 - 14.45	14.45 - 15.45	16.15 - 17.15	17.15 - 18.15	18.30 - 19.30
Lundi	Atelier	Atelier	Atelier	Atelier	Composition française	Economie industrielle	Electricité industrielle	Histoire industrielle	Etude
Mardi	Atelier	Atelier	Atelier	Atelier	Géométrie	Mécanique	Technologie	Grammaire	Etude
Mercredi	Atelier	Atelier	Atelier	Atelier	Technologie	Mécanique	Dessin Industriel au tracage	Dessin Industriel au tracage	Anglais
Jeudi	Atelier	Atelier	Atelier	Atelier	Dessin Industriel	Dessin Industriel	Dessin Industriel	Dessin Industriel	Etude
Vendredi	Atelier	Atelier	Atelier	Atelier	Technologie	Mécanique	Algèbre	Devoir surveillé	Etude
Samedi	Etude Chimie	Chimie	Lecture	Descriptive	Etude	Anglais	Géométrie	Etude	Etude
Dimanche	Préparation	Etude	Etude	Récréation	Promenade	Promenade	Recréation	Recréation	Etude



NOUVEAU PENSIONNAIRE



...Lorsque je suis entré à LIVET en 1922, je venais d'avoir 14 ans depuis le 30 Septembre et j'étais frais émoulu du giron maternel et de la chaude ambiance familiale.

Cet univers nouveau dans lequel je venais d'entrer me paraissait inhumain. Ces salles de classe donnant sur la rue St-Donatien, aux fenêtres hautes et garnies de barreaux me faisaient penser à une prison. Comme ils étaient longs ces trimestres sans aucun contact avec la vie extérieure, et cette cloche qui nous réveillait brutalement à 5 h 30 du matin... !

En descendant du dortoir, on se passait un peu d'eau froide sur la frimousse et nous allions passer une heure en étude avant de remonter faire les lits, cirer nos godasses et prendre un frugal petit déjeuner.

Oh oui ! elle était loin l'ambiance familiale et j'avoue que le soir, avant de m'endormir, j'ai souvent pleuré dans mon petit lit au cours de ce 1^{er} trimestre de l'année scolaire 1922-1923 pendant lequel je fis de trop longs

stages à l'infirmerie, où Madame CAROFF me procurait ses soins.

La vie de l'internat n'était pas particulièrement rose pour les gosses que nous étions et la promenade du dimanche en rang par quatre sur la route de Paris était dénuée de charmes. Encore lorsqu'on allait vers le Pont de Cens ou sur les bords de l'Erdre à la Jonelière le contact avec la nature nous remontait un peu le moral. Avec un couteau de poche, nous découpons de jeunes branches de châtaignier de la taille d'un crayon, nous les tronçons à quelques centimètres puis en tapotant l'écorce, nous la décollons du bois et nous confectionnons des pipeaux qui entraient en action lorsque le pion nous faisait prendre le chemin du retour.

En arrivant à l'École, nous avions droit au petit pain sec, mais à la récréation, fatigués de cette promenade, nous rentrions dans les salles d'études et nous emprunions à la bibliothèque les œuvres de Jules Verne dont la lecture était pour nous une évasion certaine vers le rêve et vers d'autres horizons...

INSTITUTION BLANCHE DE CASTILLE



Telle est l'inscription qui se lit à l'entrée d'un ensemble de bâtiments d'époque relativement moderne pouvant aller de 1925 jusqu'à 1960. Cet ensemble est situé Boulevard Jules Verne, à hauteur de l'arrêt de bus «Plessis Tison».

Quelle est cette institution ?

Pourquoi cette implantation ?

Deux questions auxquelles je vais répondre, et qui seront l'objet de mon propos.

L'Institution BLANCHE DE CASTILLE est l'œuvre des Religieuses Ursulines de l'Union Romaine qui assure l'enseignement des jeunes filles. Leur monastère est contigu aux bâtiments visibles du Bd Jules Verne.

Les Ursulines poursuivent une tradition vieille de 350 ans puisqu'elles se sont installées à Nantes en 1627. L'Ordre des Ursulines avait été créé en 1535 à Brescia par Angèle MERICI. Celle-ci avait pressenti l'importance de l'éducation de la jeune fille dans cette Italie de la Renaissance, pour en faire des femmes capables de seconder leur mari ou même s'assumer toute seule en cas de célibat ou de veuvage.

Angèle MERICI groupa quelques jeunes femmes et quelques jeunes filles pour assurer cette éducation et mit la jeune compagnie sous le patronage de Sainte-Ursule - la Patronne des Universités en Italie -.

Elle leur donna une règle imprégnée d'un grand bon sens, toujours d'actualité et en vigueur de nos jours.

«Les mères régentes auront un grand soin de bien instruire leurs filles : et après la crainte et amour de Dieu, qu'elles doivent graver en leurs cœurs, elles les apprendront à bien lire en latin et en français, à écrire, conter, chiffrer à la plume et aux gets et leur apprendront toute sorte d'ouvrages et de métiers, afin que les pauvres puissent gagner leur vie ; et surtout la doctrine chrétienne leur sera en très grande recommandation. Enfin, toute sorte d'ouvrages et de métiers convenables à la dévotion seront enseignés aux collèges des Ursulines autant que le nombre des religieuses le permettra.»

(édition de la Règle de 1623)

Sainte-Angèle sera canonisée en 1807.

Cette jeune compagnie et son œuvre répondaient à un besoin ; elle prit rapidement de l'expansion en Italie du Nord, puis, franchissant les Alpes, les Ursulines s'établirent en France : Paris en 1604, puis Grenoble, Toulouse, Dijon, Bordeaux, Saumur, Angers...

En 1612, la Compagnie des Ursulines devient un Ordre Monastique. Ce fut le premier ordre enseignant pour les filles.

C'est l'Évêque de Nantes, Philippe de COSPEAN, qui demanda aux monastères voisins l'envoi de quelques moniales pour y créer une maison. Une autorisation fut sollicitée auprès des évêques nantais qui acceptèrent leur installation dans les faubourgs à la condition d'instruire les petites filles.

«Le Lundi Saint 29 mars 1627, le maire de la Ville de Nantes, Monsieur de l'EPINAY de HARROUYS, le Juge de la Prévôté, les Magistrats, les Notables, recevaient les voyageuses venues par la Loire de Saumur et d'Angers.»

Elles étaient sept sous la direction de la Prieure

d'origine bordelaise : Marguerite de BERTY, dite de Sainte-Ursule, qui avait 29 ans lorsqu'elle arriva à Nantes. Elle avait été précédemment Prieure à Saumur.

Les huit religieuses s'installèrent dans la «Maison de la Malvoisine» sise près de la Motte Saint-Pierre (aujourd'hui Cours Saint-Pierre) au quartier Richebourg.

Dès le 12 avril, elles commencent à enseigner le catéchisme «aux femmes pauvres et aux servantes».

Dès les semaines qui suivirent, des postulantes se présentèrent qui furent admises dans la jeune compagnie. L'accroissement rapide du nombre des moniales et l'apport des dots des nouvelles religieuses permit à la Compagnie d'acquiescer en juillet 1617 une partie de la terre de Bellevue (actuellement le lycée Clémenceau).

Le 15 juin 1628, l'Évêque Mgr de COSPEAU autorise les religieuses à «bâtit un monastère propre et commode sous bonne et sûre clôture».

En 1629, des religieuses reçoivent l'autorisation royale de leur implantation à Nantes. Le 10 septembre 1630, elles s'installent dans le nouveau monastère.

D'après la description des bâtiments qu'en fit l'officier royal venu «reconnaître si la construction entreprise par les Ursulines pour leur logement et maison de religion porterait préjudice au Roi et au public» on peut juger de l'importance des bâtiments : Pavillon près du portail d'entrée pour les sœurs du tour et le parloir des religieuses, outre la maison de la Malvoisine pour les élèves.

À la suite d'un long procès entamé par leurs voisins, «Les Frères Minimes», les Religieuses durent vendre la maison de la Malvoisine. La Communauté des Ursulines acquit la terre noble de Bellevue et agrandit son jardin.

La rapide extension de l'œuvre, l'obligation pour y faire face d'acquiescer des terres et d'édifier des bâtiments, avaient obligé la Communauté à s'endetter. Sa situation déjà précaire s'aggrava du fait de la pression fiscale de la fin du XVII^{ème} siècle, inhérente aux nombreuses guerres soutenues par Louis XIV.

La fin du XVII^{ème} siècle leur apporte une nouvelle épreuve, la maladie. La Peste et autres épidémies frappent le Monastère, au point qu'en dix ans quarante moniales moururent dans une communauté qui en comptait une centaine.

Malgré ces difficultés, et pour faire face à une nouvelle arrivée de postulantes, et aux demandes des familles pour l'instruction et l'éducation de leurs filles, les religieuses achetèrent en 1678 la terre de Bellestre (l'actuel Jardin des Plantes). Heureusement, cette terre était affermée et le montant du fermage permit aux religieuses d'amortir leurs dettes.

Au XVIII^{ème} siècle, le Monastère connut, tout autant qu'au siècle précédent, l'épreuve de la pauvreté. Les exigences du fisc royal s'alourdissent. Tous les revenus furent taxés, même les fondations de Messes !... À deux reprises, les Ursulines furent contraintes au paiement des taxes, sous la pression d'une garnison. Cette dernière ne pouvant être logée dans la clôture, la Communauté a dû supporter les frais de logement de la garnison, jusqu'au paiement intégral de leurs dettes...

LA GRANDE ÉPREUVE

En convoquant les États Généraux le 5 mai 1789, Louis XVI espérait sauver la France.

À la fin du XVIII^{ème} siècle, il y avait une désaffection certaine pour les monastères. L'idée fait son chemin et près de 2 % des cahiers de doléances souhaitent l'abolition des vœux religieux. Mais les Ursulines, au nombre de 10.000 en France, restèrent fidèles à leurs vœux.

Cependant l'orage gronde, si bien qu'en septembre 1789, l'Évêque de Nantes Monseigneur de la LAURENCE demanda à une jeune novice, Madeleine TREBUCHET (future tante de Victor Hugo) d'attendre des temps meilleurs pour faire profession.

Le 2 novembre 1789, l'Assemblée du Clergé remet les biens ecclésiastiques à la disposition de la Nation. Cette décision fut appliquée à la lettre et dans le détail par la Municipalité Nantaise, constituée de membres dévoués aux idées nouvelles.

Une exception financière était faite pour les communautés religieuses responsables des maisons d'éducation et d'hôpitaux mais à la condition que les maisons qui voulaient bénéficier de cette exemption établissent « un état de leurs revenus, rentes et charges ».

Les Ursulines de Nantes obtinrent. Elles pouvaient continuer à percevoir leurs revenus, mais ceux-ci étaient constitués en grande partie de rentes sur les États de Bretagne, les Communautés religieuses, les emprunts royaux, qui étaient par là même annulés.

Il serait trop long de raconter la résistance tenace des religieuses qui se défendirent pied à pied. Elles furent malgré tout expulsées le 1^{er} octobre 1792. Elles se réfugièrent chez Mme de MARTEL des COLONNES (qui habitait l'actuel Hôtel des Colonnes place Maréchal Foch) pour quelques jours. Pour des raisons de sécurité, elles se dispersèrent, soit isolément, soit en groupe dans des familles amies.

L'une d'elle, Angélique BERTHELOT, fut découverte à Ligné, chez un cultivateur, alors qu'elle enseignait le catéchisme à des enfants. Elle fut arrêtée, interrogée, conduite à Ancenis puis à Nantes, à la prison Saint-Charles, puis à celle du Bouffay qu'elle quitta le 2 mars 1794 pour être décapitée sur la place voisine du même nom.

Après la chute de Robespierre, le 9 thermidor (27 juillet 1794), les seize religieuses incarcérées furent libérées.

Dès l'année 1795, la sœur TREBUCHET toujours novice, ouvrit un cours rue Mauperthuis (l'actuelle rue des Carmélites proche de la maison de Monsieur LENORMAND son grand-père, si ce n'est dans la maison même).

Le 21 nivôse an VIII (10 janvier 1800), le premier Consul promet la liberté religieuse aux habitants de l'Ouest.

Les Religieuses se regroupèrent et élurent une Prieure, le 5 mai 1803, Mère Gabrielle GUERY de la VERGNE.

NOUVELLE INSTALLATION

Celle-ci n'eut alors qu'un but, réorganiser le monastère et l'œuvre d'enseignement des jeunes filles.

La nouvelle supérieure se rendit à Paris et obtint une audience de Madame Laetitia. Sous l'influence de sa mère, l'Empereur donna l'autorisation provisoire le

9 avril 1806 aux Visitandines et aux Ursulines de se rétablir à Nantes.

Fort de cette autorisation, la supérieure rechercha une maison pour regrouper religieuses et élèves.

Elle put acquérir l'ancienne maison des Sulpiciens de Saint-Clément, - située à l'emplacement de la Caserne des pompiers - qui avait subi de nombreuses vicissitudes du fait d'occupations diverses, dont le prix d'acquisition s'éleva à 32.587 francs, payable en plusieurs échéances. De nombreux amis leur viennent en aide.

Lentement, la vie reprend. C'est l'ouverture du Pensionnat, l'achat du mobilier, l'admission de « grandes pensionnaires » : des veuves et leurs filles.

En 1806, la sœur TREBUCHET est enfin autorisée à faire profession, après dix-sept ans de noviciat !...

Nouvelle acquisition d'une maison rue Saint-Clément, qui jouxte le Monastère.

L'œuvre ne tarde pas à redevenir florissante, par l'arrivée de nouvelles novices, mais les locaux sont exigus.

En 1825, un Pensionnat est construit rue Saint-Clément (actuellement rue Guibourg de Luzinai).

En 1826, le Gouvernement de CHARLES X donne l'autorisation définitive de l'implantation à Nantes du Monastère de SAINTE-URSULE.

En 1830, c'est la réouverture d'un externat.

Cependant, si l'œuvre est florissante, la vie de la communauté est difficile. Au point de vue spirituel, il y a un antagonisme entre les jeunes religieuses qui désirent l'application stricte de la règle, tandis que les anciennes qui ont subi l'incarcération, la clandestinité, ont de la peine à reprendre la vie monastique qui a subi bien des accommodements.

Avec le temps, cette situation s'atténue. Matériellement, c'est la pauvreté. La Communauté a dû faire face à la remise en état de la maison des Sulpiciens, à l'acquisition de terrains, à l'édification de bâtiments, à l'achat de mobilier...

En 1832, les religieuses furent soupçonnées d'accueillir la duchesse de BERRY qui tentait de soulever l'Ouest contre le Roi des Français.

C'est ainsi qu'un jour, à 4 heures du matin, le Monastère fut réveillé par des coups violents à la porte, et fut l'objet d'une perquisition très approfondie qui se révéla vaine.

Tandis que l'on s'ingénie à trouver des ressources pour maintenir l'œuvre, on se rend compte que le nombre des élèves diminue. Ceci provient du fait que l'enseignement est limité à quelques notions indispensables et aux travaux manuels.

La Loi de 1850 sur l'Enseignement secondaire, dite Lois Falloux, donne confiance.

On modernise le Pensionnat, l'Externat, le mobilier. Quant à l'enseignement, il est profondément renouvelé. Chaque maîtresse se spécialise dans une discipline. Pour stimuler les élèves, on instaure des récompenses.

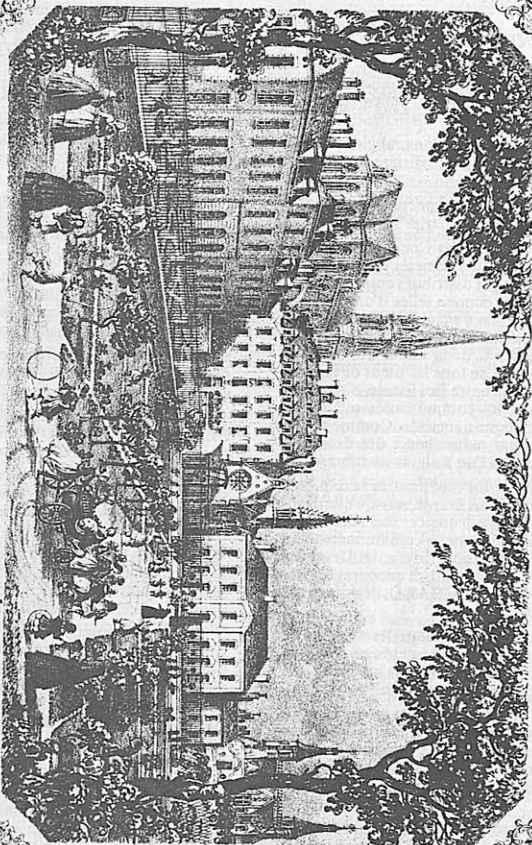
Les effets de cette modernisation se font sentir immédiatement. Les élèves affluent. L'Œuvre, à la fin du XIX^{ème} siècle, est en pleine extension. Les religieuses sont au nombre de quarante-sept.

Juste là, l'Enseignement restait sous la responsabilité des religieuses. En 1865, l'Université, par l'intermédiaire des Inspecteurs départementaux, commença à surveiller les conditions dans lesquelles vivaient les externes.

MAISON DE USINES DE NANTES

TRAMOISAGE

BONNE FONDRITE



Chimie et Mé

La Supérieure

Ed. Glaser, Nantes

En 1873, c'est la construction d'une chapelle suffisamment grande pour recevoir religieuses et élèves.

Jusqu'à cette époque, chaque Monastère était autonome. Certains évêques et le pape LÉON XIII lancèrent l'idée en 1880 d'une union de toutes les Communautés Ursulines avec une Supérieure Générale et son siège à Rome.

Cette idée fut accueillie par les Religieuses nantaises avec réticence et elles n'adhèrent à l'Union Romaine qu'en 1906.

Toutes les Ursulines du Monde ne sont pas encore affiliées à l'Union Romaine.

SECONDE ÉPREUVE

Depuis l'avènement de la III^{ème} République, il était évident que de puissants courants politiques cherchaient à laïciser l'enseignement.

Le 29 mai 1880, les congrégations religieuses non autorisées ne peuvent participer ni diriger un Établissement d'Enseignement.

Les Ursulines n'étaient pas concernées car elles avaient reçu l'autorisation de Charles X.

Un peu plus tard, en 1884, les Congrégations religieuses furent assimilées à des sociétés commerciales dont les produits ne sont pas distribués entre les membres, et donc imposables comme telles d'une taxe de 3 % sur le revenu des biens meubles et immeubles possédés ou occupés par les Sociétés. Ce revenu n'existant pas, était calculé à 5 % de la valeur des biens. Il fallait donc une expertise de tous les biens de la maison. En même temps, une autre Loi fiscale, dite «d'accroissement», imposait les communautés religieuses considérées toujours comme sociétés. Comme telles, les communautés étaient assujetties à des droits de mutation lors du décès de l'un de leurs membres.

En 1886, une nouvelle loi modifiait la taxe précédente, la rendant encore plus lourde, puisqu'elle devenait annuelle. Reconnaissant que ces lois successives n'avaient pour but que d'écraser les communautés déjà soumises à l'impôt comme tout citoyen, les Ursulines nantaises, après avoir pris conseil, et encouragées par l'attitude ferme du cardinal RICHARD, décidèrent de ne pas y donner suite.

La taxe dite d'abonnement, malgré les menaces de l'huissier, n'ayant toujours pas été payée en 1900, on était sous la menace d'une exécution judiciaire. Le 26 février, le Tribunal rejetait tout appel, et condamnait à payer sous peine de saisie.

La Loi de 1904 supprime l'Enseignement congréganiste. En juillet de la même année, une liste des maisons qui devaient fermer fut publiée. Les Ursulines de Chavagnes et les Dames Noires étaient désignées mais non les Ursulines.

Le 15 juin 1906, la liste fut complétée et prévoyait la fermeture du Monastère Sainte-Ursule.

Le Monastère partit en exil en Belgique, mais certaines religieuses acceptèrent de quitter l'habit, de se séculariser pour continuer l'Enseignement. C'est ainsi qu'en octobre 1906, elles ouvrirent deux cours : l'un sous le patronage de Blanche de Castille, l'autre l'école paroissiale de Saint-Clément, dite Sainte-Marie.

Le père de l'une des religieuses qui étaient restées à Nantes acheta une maison rue Saint-Clément qui reçut les élèves du Cours BLANCHE DE CASTILLE.

La Supérieure d'alors, soutenue par l'avoué et l'avocat de la Communauté, demeura cependant dans le

Monastère avec quelques autres religieuses et se défendit vaillamment. Elle discuta l'inventaire, comparut devant le Tribunal Correctionnel pour refus d'obtempérer à l'ordre d'expulsion.

Le samedi 4 mai, les quelques religieuses s'enfermèrent dans la chapelle lorsque liquidateur, police, gendarmes voulurent prendre possession de l'ensemble de la Maison Sainte-Ursule. Les portes furent défoncées et les religieuses durent quitter les lieux «manu militari». Elles se réfugièrent à Saint-Clément puis chez des familles amies avant de rejoindre le monastère réfugié en Belgique.

En 1909, la Maison Sainte-Ursule fut mise en vente. Aucun acquéreur ne se présenta et c'est la Ville qui l'acheta pour en faire une caserne de pompiers, qui s'y trouve toujours.

LE RETOUR D'EXIL

Dès 1916, certaines religieuses isolées revinrent en France et se joignirent à leurs sœurs sécularisées. Le retour définitif fut envisagé.

Elles achetèrent ou louèrent des maisons dans le quartier Saint-Clément et Saint-Donatien puis une propriété à Saint-Joseph de Portriq pour y recevoir le Monastère.

Mais il fallait regrouper Monastère, Pensionnat et le Cours Blanche de Castille. En 1928, une propriété était à vendre route de Paris, qui appartenait à Monsieur de la TULLAYE : Le Plessis-Tison.

C'est un lieu-dit habité depuis les temps les plus reculés puisqu'on aurait trouvé des vestiges de l'époque gallo-romaine dans le parc.

En 1616, cette terre appartenait à François de PLESSIS. Les VAUCOÛLEURS en sont propriétaires en 1626. Ils vendent cette terre à Salomon de la TULLAYE.

Ce sont les membres de cette famille qui ont probablement bâti le château actuel à la fin du XVII^{ème} siècle.

Le Plessis-Tison dépendait de la paroisse de Saint-Donatien, mais il est de tradition que sur cette paroisse existaient plusieurs chapelles qui attiraient les fidèles, notamment celle du Plessis-Tison.

L'historien nantais Alfred LALLIÉ raconte dans son livre «Les Prisons de Nantes» que, sous la Révolution, «Le Plessis-Tison, le beau domaine de la famille de la TULLAYE, est assez connu pour qu'il soit inutile de désigner sa situation. Ses murs, disait le rapport des commissaires envoyés pour l'examiner, sont en mauvais état et l'eau y est très rare. Double raison, la seconde surtout décisive, pour ne pas y envoyer les détenus, mais l'Éperonnière et la Marière regorgeaient... et dès le 28 germinal — 18 avril — c'est-à-dire quatre jours après la constatation proclamée de la défectuosité des lieux, on remplissait de femmes et d'enfants toutes les chambres du château. Une liste de femmes et d'enfants enfermés au Plessis-Tison porte la date du 28 germinal».

«Des mois s'écoulaient. Enfin, le Conseil des Représentants émet le 22 messidor — 10 juillet — l'opinion que les vieillards, les femmes et les enfants doivent être élargis (ce qui n'a pas été fait)».

«Le 12 septembre 1794, le Conseil des Représentants signale à la Municipalité la nécessité de pourvoir de paille et de couvertures aux approches de l'hiver les 125 personnes : vieillards, femmes et enfants enfermés au Plessis-Tison».

«Le 10 vendémiaire an III — 25 septembre 1794 — le Plessis-Tison conservait encore ses prisonniers. Un rapport signé des commissaires FERRAUD Père et MAHÉ constate aussi l'état dans lequel ils les avaient trouvés «les chambres des réfugiés sont dans une grande malpropreté. Ils n'ont pour se coucher qu'un peu de paille qui est toute mouillée et de plus ils ont presque tous la gale». (Archives départementales in 8 1437).

Après la Révolution, la famille de la TULLAYE reprend possession de son domaine. Ce serait en 1870 qu'un étang fut creusé devant la façade ouest du château. La terre qui aurait été enlevée fut amoncelée à quelques mètres de là et forme «la montagne» du jardin public actuel situé à l'angle du Boulevard Jules Verne et du Boulevard des Belges.

L'étang existe toujours. Il fait la joie des religieuses et des élèves.

En 1928, cette propriété comprenait : le château de 43 mètres de façade sur 7 mètres de large, une chapelle dans une des ailes, un parc de 25 hectares, l'étang, le potager et une huilerie bordant la route de Paris.

Les Religieuses achetèrent à Monsieur de la TULLAYE le château et quatre hectares en 1928, puis le potager en 1929 et l'huilerie en 1931. Le reste fut vendu, pour partie à la Ville qui en fit un jardin public à l'angle du Rond Point de Paris, pour le surplus en plusieurs lots sur la route de Paris et l'avenue de la Tullaye, qui ne tardèrent pas à être construits.

Les Religieuses aménagèrent tout d'abord le château, transformant les chambres de l'étage en dortoirs pour recevoir les pensionnaires, puis firent construire un ensemble de bâtiments au sud du château, aspectant la route de Paris, pour recevoir le Cours BLANCHE DE CASTILLE et relié au château par un préau.

Au nord du château, deux autres bâtiments, l'un dans le prolongement du château et un autre en retour d'équerre pour le Monastère et la Chapelle aux proportions plus adaptées au nombre de religieuses et d'élèves que la chapelle du château. Le long de la rue du Moulin des Carmes, fut édifiée une école paroissiale du ressort de Saint-Donatien, mise sous la protection de Sainte-Angèle Merici.

En 1930, l'ensemble, château, monastère et externat, prit le nom de «INSTITUTION BLANCHE DE CASTILLE».

L'École paroissiale de Saint-Clément, dite École Sainte-Marie, demeurant rue Saint-Clément, fut prise en charge par les religieuses de la Salle de Vihiers.

Hélas, les vicissitudes des Ursulines n'étaient pas terminées :

- en 1939, l'Externat et l'École Sainte-Angèle furent réquisitionnés par le 135^{ème} Régiment d'Artillerie.

- en 1940, les armées occupantes s'installèrent dans l'Externat.

Fidèles à leurs traditions, les Religieuses firent face à l'adversité avec calme, dignité et ténacité. La Prieure d'alors, Madame JONCOUR et la Sous-Prieure, Madame DABIT, firent preuve d'un courage tranquille. «L'occupant aurait bien voulu profiter de la cuisine, mais à la réponse «Inutile» de Mère Prieure, il avait dû y renoncer».

Après les premiers bombardements de Nantes de 1943, la proximité de l'usine des Batignolles rendit la situation inquiétante. Les sœurs âgées et infirmes furent recueillies par les communautés de Redon,

Vannes, Château-Gontier. A Candé, la propriétaire du Château de la Saulaie accueillit quelques religieuses et quelques jeunes élèves. La Prieure et la Sous-Prieure restèrent au Plessis-Tison avec six religieuses pour sauvegarder une partie du château qui restait à leur disposition, la Grande Chapelle étant transformée en garde-meubles. Elles vivaient «dans le voisinage de l'occupant, parfois brutal, parfois correct, voire courtois, avec qui elles partageaient la cave pendant les alertes».

Tout rentra dans l'ordre en novembre 1944 mais les retrouvailles furent endeuillées par la mort de la Supérieure usée par la maladie, les privations et les inquiétudes.

«PERSÉVÉREZ FIDÈLEMENT ET JOYEUSEMENT DANS L'ŒUVRE COMMENCÉE» Sainte-Angèle

Entre les deux guerres, la Loi Loucheur avait permis l'accès à la propriété pour les familles modestes. De nombreux pavillons s'édifièrent et c'est ainsi qu'un nouveau quartier s'implanta autour du Plessis-Tison. Pour faire face au nombre croissant des fidèles, l'évêché demanda aux Ursulines de concéder un terrain pour l'édification d'une chapelle qui est bénie le 24 septembre 1939.

Après la guerre, l'urbanisation s'accroît, on y édifie de petits immeubles collectifs. La Chapelle devient paroisse en 1954 sous le patronage de Don Bosco, récemment canonisé.

L'accroissement de la population amène de nouvelles élèves à «BLANCHE». Pour faire face à cette nouvelle demande et aux exigences des règlements administratifs, de nouveaux bâtiments s'élèvent au Nord du Château, puis au Sud-Ouest, encadrant celui-ci de deux ailes. L'huilerie est également aménagée. Le Parc du château fut réduit : disparition au Nord d'une belle allée de buis très romantique, au Sud d'un arbre plus que centenaire, où il faisait bon l'été.

Rue du Moulin des Carmes, l'École Sainte-Angèle est modernisée, agrandie, et fusionne avec l'École Paroissiale Don Bosco.

Pour faire face au financement des travaux, l'INSTITUTION BLANCHE DE CASTILLE lança un emprunt auprès des amies, parents d'élèves, anciennes élèves, et sacrifia le jardin potager.

Il n'en reste pas moins que l'ensemble des bâtiments est entouré de verdure, de belles pelouses, de beaux massifs fleuris, d'un bois, de l'étang, ce qui est appréciable pour toutes : religieuses, professeurs, élèves, qui y vivent ou viennent donner des cours.

Après la Loi Debré, un contrat simple est passé entre l'Institution et l'État. Ce contrat devient d'association pour les classes secondaires en 1966 et pour les classes élémentaires et maternelles en 1970.

Actuellement, l'INSTITUTION BLANCHE DE CASTILLE comprend : le Monastère qui comprend 24 religieuses, Ursulines de l'Union Romaine.

C'est un ordre contemplatif et les membres de la Communauté se retrouvent plusieurs fois par jour dans la chapelle pour chanter l'office. Elles sont tenues à une demi-clôture, ne sortant du Plessis-Tison qu'avec l'approbation de la Prieure, et pour les besoins du Service.

Depuis le Concile, elles peuvent s'absenter, soit pour se rendre auprès de leurs parents malades, soit pour

prendre des congés qu'elles passent dans une autre Communauté ou dans leur famille.

Il y a actuellement plusieurs religieuses en retraite, dont l'une a atteint l'âge de 103 ans.

Les religieuses actives exercent diverses fonctions de direction, d'encadrement, d'enseignement, d'animation spirituelle.

L'Institution **BLANCHE DE CASTILLE** comprend actuellement :

- l'École Blanche de Castille qui assure l'Enseignement élémentaire et primaire dispensé dans dix-sept classes.

- le Collège et le Lycée comprenant vingt-et-une classes, assurant l'enseignement jusqu'en terminale.

Les diverses disciplines sont dispensées par les aumôniers, les religieuses et les professeurs laïques féminins et masculins, tandis que la gestion financière est assurée par les parents d'élèves - **A P E L** - et les

amis de l'École, groupés en Organisme de Gestion - **O G E C**.

L'ensemble : enseignants, **A P E L** et **O G E C**, constitue la communauté éducative de Blanche de Castille.

La présence des religieuses en ces différents organismes maintient l'esprit de **STE-ANGELE**, afin de contribuer à former « les chrétiennes et les femmes dont le monde moderne a besoin ».

Pour terminer, je tiens à remercier tout spécialement Mère **MARIE DE LA TRINITÉ HUBERT**, Prieure, qui a eu la gentillesse de me confier divers documents provenant des archives de la Communauté et qui m'ont permis de rédiger cet exposé sur **BLANCHE DE CASTILLE**.

G. HAUTBERT

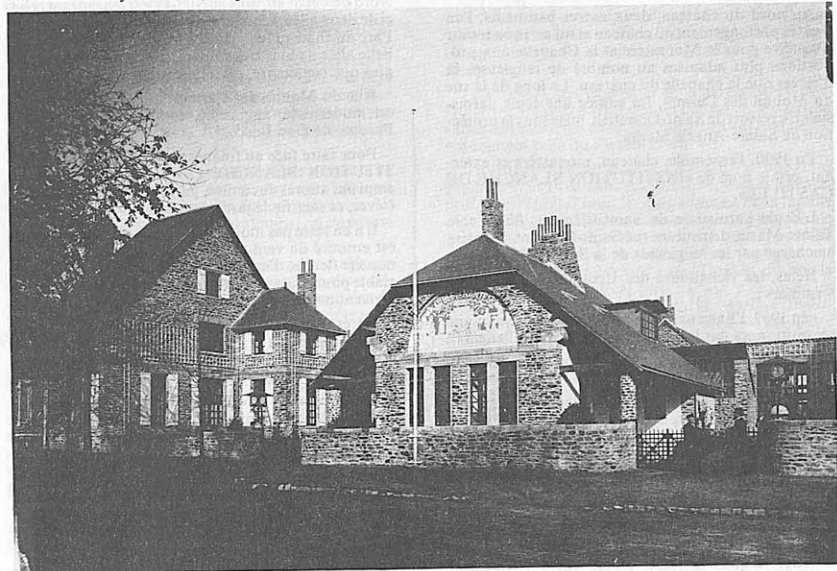
Présidente de l'Amicale des Anciennes Élèves des Religieuses Ursulines de l'Union Romaine.

FRANÇOIS DALLET

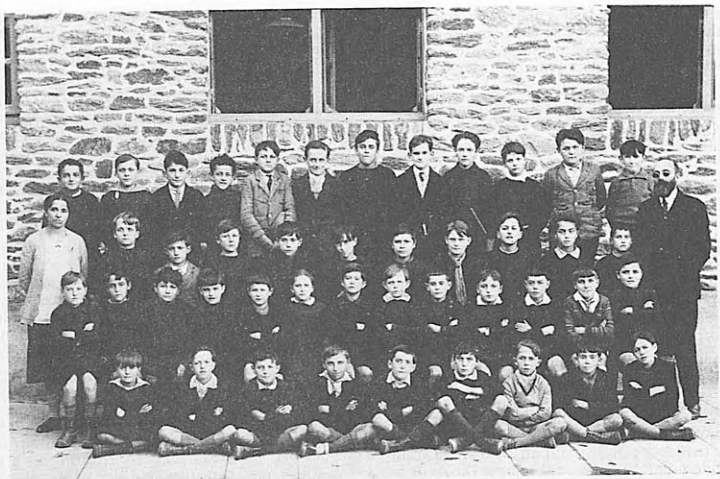
L'ÉCOLE ET L'AMICALE DES POILUS

Voici encore une cinquantaine d'années, chaque quartier représentait pour ses habitants une réalité que la vie moderne a peu à peu estompée. Pour connaître un véritable rayonnement, la présence d'une École

primaire de premier ordre était nécessaire. Ce fut le cas du Quartier du Rond-Point de Paris qui dut certainement une partie de son renom au dévouement des enseignants et des éducateurs qui se rencontraient au



L'École des Poilus



François Dallet aux côtés de ses élèves

sein du Groupe Scolaire des Poilus. A côté d'un enseignement dispensé avec compétence, étaient proposées des activités post-scolaires qui connurent un rapide succès.

L'ensemble fut construit en 1911, sous la direction de l'Architecte de la ville de Nantes : Etienne Coutan. En 1912, deux classes sur trois furent ouvertes pour les garçons, deux classes pour les filles et une maternelle mixte, cette école prit le nom de Groupe scolaire du Boulevard des Poilus.

C'est dans ce contexte que François Dallet, aveugle de guerre dès 1915, après une extraordinaire réadaptation, fut nommé en 1924 au poste de Directeur de l'École des garçons qui comprenait une soixantaine d'élèves répartis en deux classes. Il était secondé dans son enseignement par son admirable compagne, Madame Dallet, institutrice, qui s'était fait mettre en congé pour mieux partager la vie de son mari. Mais en fait, François Dallet réalisait lui-même l'essentiel des cours, écrivait sur un tableau noir, reconnaissait avec certitude celui d'entre nous qui causait dans la classe. Deux après-midi par semaine, il nous donnait un cours de gymnastique ou de jardinage. Aveugle, il avait été un des premiers enseignants de France à reprendre sa profession au lendemain de la guerre. Quel exemple pour nous tous, jeunes écoliers. Les résultats ne tardèrent pas à suivre. Une troisième classe fut ouverte l'année d'après et, de 1928 à 1935, l'École passera de trois à dix classes chez les garçons.

A l'École des filles, la progression fut sensiblement la même sous la direction de Madame Bourdelaix. La Maternelle mixte était rattachée à l'École des filles, elle bénéficiait de l'enseignement de Mademoiselle Robineau qui nous impressionnait par le grand capuchon dont elle se couvrait aux récréations. Excellente pédagogue, nous avions droit aux travaux dirigés les après-midi : découpage, pliage de papiers multicolores, et difficulté supplémentaire pour les garçons, les cours de couture : nous devions ourler un mouchoir et le marquer à nos initiales au point de croix ; malgré cela, à

ma connaissance, aucun grand couturier ne sortit de nos rangs.

Quoi qu'il en soit, ce fut une belle aventure de débiter dans cette école. D'autant plus qu'en juin 1928, une Amicale fut créée par François Dallet avec l'aide des autres enseignants, de nos parents et des amis.

Monsieur Poiron, Directeur de l'Institut Polytechnique de l'Ouest, en accepta la Présidence ; Monsieur Dallet prenant les fonctions de secrétaire général. Sous son impulsion, les activités commencèrent :

Monsieur Digo, aidé par mon père et plusieurs enseignants, réalisa une bibliothèque avec catalogue, ouverte tous les Dimanches matins. En 1932, elle comprenait déjà 1500 livres et de nombreux périodiques.

Parallèlement, une section sportive se développa ; on y pratiquait le basket-ball, sous les conseils de Mrs Frioux, Rousseau, Desmars, Douillard, une dizaine d'équipes, dont deux équipes féminines, évoluaient chaque dimanche sur les trois terrains de l'École. Une section de ping-pong vit également le jour, elle comprenait trois équipes.

Ajoutons un groupe théâtral qui se produisait l'hiver, le samedi soir tous les quinze jours pour agrémenter une conférence donnée en première partie. L'autre samedi, il y avait séance de Cinéma.

Une Kermesse annuelle, deux matinées dansantes dans les salons Piou et une sortie d'été étaient également au programme. On peut juger combien était grande l'activité de cette Association.

François Dallet pouvait être fier de son œuvre et c'est à regret que tous ses amis l'ont vu, en juin 1935, demander sa mise à la retraite.

Il devait décéder en 1943, non sans avoir eu la grande douleur de perdre son fils, François Dallet, journaliste et écrivain, mort pour la France sur le front de l'Aisne le 7 juin 1940.

En reconnaissance de cette vie exemplaire, la Municipalité nantaise décida en février 1946 que le Groupe

Scolaire des Poilus prendrait le nom de Groupe François Dallet. Hommage bien mérité à ce maître hors du commun qui avait dirigé et développé cette École et cette Amicale. Quelle leçon de courage, de force morale pour les générations futures.

De son vivant, il avait été fait Commandeur de la Légion d'Honneur et avait reçu le Prix de Vertu de l'Académie Française.

ETIENNE COUTAN : LA CONSTRUCTION DU GROUPE SCOLAIRE

Réalisé par l'architecte de la Ville de Nantes, Etienne Coutan, en 1911, ce groupe scolaire reste un modèle du genre. E. Coutan avait eu l'idée révolutionnaire pour l'époque de concevoir pour ces écoles un ensemble de pavillons, en pierres apparentes, reliés entre eux par des espaces verts avec arbres et arbustes.

Au milieu, un pavillon central orné d'un fronton avec une composition dessinée par l'architecte lui-même ; dans ce pavillon, le logement des concierges.

De chaque côté, dans deux pavillons plus élevés, l'habitation des Directeurs. Les murs en pierres étaient ornés de treillages pour recevoir une végétation grimpanche. Une simple murette pour séparer l'école de la rue : le modèle même de l'école ouverte, transparente.

On se dirigeait vers les classes par une allée au milieu des espaces verts : on pénétrait sous le préau qui donnait accès à trois classes et à une cour ensablée, pour chaque école. Reliant les deux préaux, le réfectoire spacieux et la maternelle.

Pour clore l'espace scolaire, au fond de chaque cour, un jardin d'agrément avec arbres fruitiers et fleurs (c'est là que François Dallet nous donnait des cours de jardinage).

Tous les moindres détails avaient été étudiés avec minutie par cet architecte novateur : grilles d'entrée en fer forgé, lanternons, écusson de fronton, pots de fûts de cheminées en dégradé suivant la pente du toit, robinetterie en cuivre au-dessus des lavabos. Pour lui, tout devait être fabriqué spécialement et sur place, ainsi, il était possible d'obtenir une œuvre presque parfaite.

On peut dire qu'Etienne Coutan a apporté dans ses réalisations le même soin que Bugatti pour ses automobiles. Ils étaient deux créateurs qui recherchaient la perfection.

75 ans après, ce groupe scolaire constitue toujours

un ensemble aux lignes harmonieuses, le temps n'a pas d'emprise sur lui. Aujourd'hui comme hier, les écoliers franchissent avec plaisir ce cadre de verdure.

LE PARC DU PLESSIS-TISON

Au rond-point de Paris, à une centaine de mètres de l'École François Dallet, c'est également E. Coutan qui, dès 1925, demanda au Maire, Paul Bellamy, d'entamer des pourparlers pour l'achat d'une partie de la propriété de La Tullaye afin de réaliser cette ceinture de verdure dont l'architecte voulait doter sa ville.

Ce n'est qu'en 1929 que l'acquisition eut lieu, A. Moitié étant Maire. De La Tullaye père cédait à la Ville de Nantes une parcelle d'un hectare de sa propriété. Elle comprenait une pièce d'eau et une butte ; l'ensemble fut aménagé en jardin anglais. Du haut de cette «montagne», on découvrait un vaste panorama sur la Ville.

Il est intéressant de savoir le poids qu'avait représenté le Comité des Fêtes du quartier de Paris dont le Président d'Honneur était de La Tullaye fils et le Président Monsieur David. Avec l'appui des 400 sociétaires, le Président adressa une lettre au Maire demandant que les transactions ouvertes depuis plusieurs années, pour la création d'un parc public, aboutissent enfin pour la satisfaction des habitants du Quartier.

Ce Comité des Fêtes réalisait de nombreuses réjouissances dont le clou était l'assemblée dite «des Œufs de Pâques»(1) qui comportait un défilé de musiques et de chars fleuris, ce jour-là.

Plusieurs années après, en 1934, les parcelles s'étendant le long du Boulevard des Belges seront vendues comme terrains de construction. Une deuxième transaction avec le même propriétaire permettait d'agrandir le parc en profondeur, la pièce d'eau disparaissant.

L'architecte E. Coutan, pour mieux desservir le quartier, envisageait de percer sous cette butte un tunnel réalisant, à Nantes, l'équivalent des Buttes-Chaumont.

C'est un parc très apprécié des habitants du quartier. Des jeux éducatifs, des bassins de sable sont à la disposition des enfants.

Ce havre de verdure donne un avant-goût du magnifique et proche parc de la Beaujoire.

(1) Tous les cafés et alimentations du quartier proposaient à leurs clients, pour cette fête, des œufs de toutes couleurs.

Robert JOUBIER

LA CASERNE MELLINET A NANTES

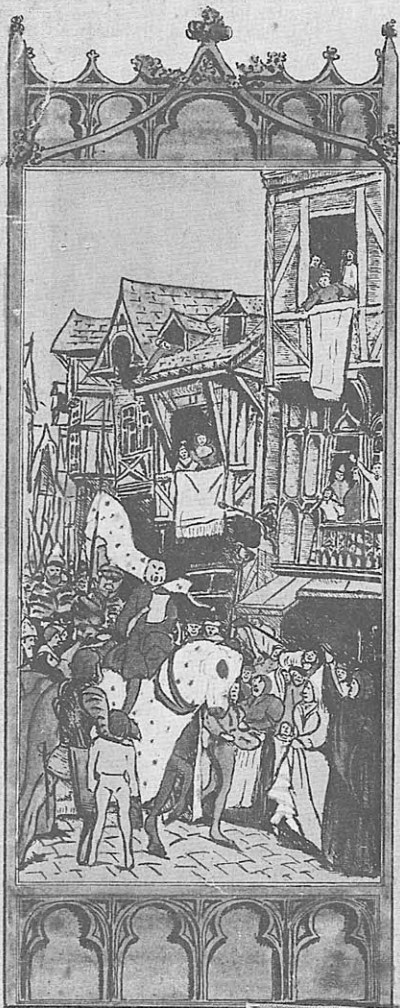
En 1480, la Seigneurie dite de l'ÉPERONNIÈRE se trouvait située à l'est de NANTES et appartenait au chancelier du Duc de Bretagne FRANÇOIS II.

Ce chancelier, Jean CHAUVIN, était l'ennemi juré du trésorier breton LANDAIS. Ce dernier fut pendu le 19 juillet 1485.

En 1516, Guillaume CHAUVIN, fils de Jean, vendit le domaine de l'ÉPERONNIÈRE au chef de la Ligue

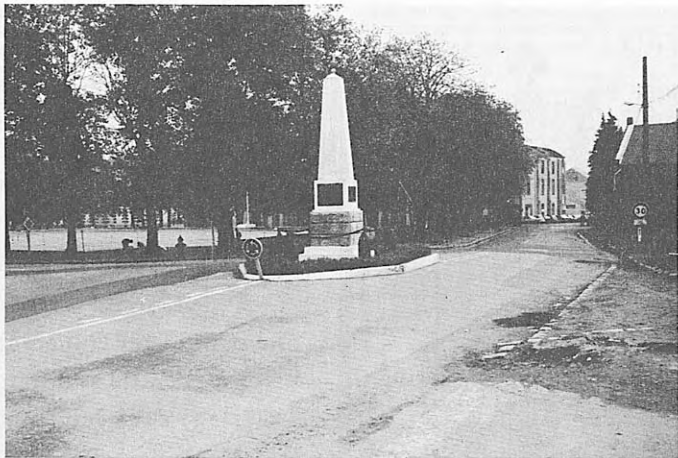
catholique, le Duc de MERCŒUR, célèbre par son opposition au Roi Henri IV. Par la suite, cette petite Seigneurie, qui fut le lieu de violents combats, devint patrimoine de la famille d'un certain LE TOURNEU, auditeur des comptes de son état.

La période révolutionnaire marque un tournant au destin de ces lieux. Durant les guerres de Vendée, et notamment lors de l'attaque de la Ville de Nantes en



Savoir nous faisons
que pour fester la mort de
nostre très redouté seigneur
Neuf-Cent demourant
en nostre bonne ville de
Nantes au nom de Dieu
nostre benoist créateur et
en oïtre aussy paraultres
considérations ordonnons à
noz obéissans subjects dis
sister aux festes, festin, farce
moult belle moralité qui
seront célébrés en nostre
dite ville le six mars de lan
de grâce mil-neuf-cent-onze.





Monument érigé en 1928 à la mémoire des Artilleurs du 51^e et du 252^e R.A.C.
à l'initiative du Colonel Brun, chef de corps du 355^e

1793, la Seigneurie fut occupée par l'artillerie qui y creusa des fossés pour la défense de la Ville. Le domaine de l'ÉPERONNIÈRE fut transformé en prison durant «la terreur», en 1794, puis devint le siège de la commission militaire LENOIR. Devenu hôpital en 1796, le directoire du district se prononça pour la fermeture de cet établissement. Les lieux furent ensuite vendus comme bien national en 1798.

Mise en vente par ses propriétaires, la Seigneurie de l'ÉPERONNIÈRE comptait alors des logements de bordiers (métayers) avec terres, maisons avec dépendances, la maison principale ou logis avec jardin entouré de murs, planté de vieux arbres, selon les documents d'époque.

Les «dames du Sacré Cœur de Jésus» achetèrent le domaine dans l'intention de fonder une communauté à Nantes. Reconnue pour ses services dans le domaine de l'éducation morale et religieuse des jeunes personnes, cette succursale de l'ordre obtint une reconnaissance légale auprès du ministre de l'Instruction Publique et du Culte. Par la suite, l'établissement religieux de l'ÉPERONNIÈRE fut officiellement accepté, Napoléon entérinant par voie de décret cette situation.

Au début du siècle, le Couvent du Sacré-Cœur s'y trouvait encore. Il reste, au centre, les bâtiments conventuels et la Chapelle.

Par la loi du 7 Juillet 1904, les sœurs durent abandonner leur établissement et fermer ses portes. Cette loi interdisait l'enseignement congréganiste en France.

La loi du 24 Juillet 1909 stipulait la création de nouveaux régiments d'artillerie. Mr GUIST'HAU, Maire de Nantes à cette époque, tenta d'obtenir un de ces régiments pour la garnison.

De nombreux avantages, par cette affectation, étaient envisageables. Une activité nouvelle apportait à la ville et, en particulier, au commerce local, un influx non négligeable.

Les cultures maraîchères étaient très intéressées par le fumier provenant des chevaux, évitant ainsi d'aller chercher fort loin cet engrais naturel, d'où gain de

temps et bénéfice immédiat.

La présence d'un régiment à Nantes amena la construction de nombreuses habitations. Les terrains obtenaient ainsi une plus-value intéressante pour leurs propriétaires.

Enfin, n'oublions pas le budget de la Ville qui voyait une augmentation substantielle des recettes d'octroi qui, à l'époque, pouvaient se monter à 60, même 70.000 francs par an.

Une seconde raison, très opportuniste, de la part du Conseil Municipal de cette époque, sous l'impulsion du maire, s'appuyait sur la loi concernant les associations ainsi que celle de séparation (7 Juillet 1904). En effet, de vastes terrains se sont trouvés vacants dans la Ville de Nantes, et leur utilisation pour des besoins nouveaux devait être une considération dont l'importance ne pouvait échapper à personne, en particulier dans un quartier où la vie monastique dominant, le contre-coup de ces lois amenait par réciprocité une moins-value de la propriété et des spéculations dont la Ville de Nantes ne profiterait pas.

Monsieur GUIST'HAU proposait une contribution de 2 millions de francs de l'époque pour l'installation du nouveau Régiment d'Artillerie, non compris les travaux nécessaires pour l'adduction d'eau et le réseau d'égoûts.

Finalement, la Ville de Nantes obtint l'affectation du 51^e Régiment d'Artillerie de Campagne en novembre 1909.

En fait, la contribution de 2 millions de francs fut remboursée en 28 ans par les seules recettes d'octroi (quel heureux temps !).

A l'arrivée du 51^e RAC, le couvent prit le nom de Quartier Mellinet (général français, 1798-1874, qui s'illustra lors de différentes campagnes militaires : Malakoff 1855, Magenta, Solfério 1859) et servit de cantonnement à cette belle unité. Elle était armée des excellents canons de 75 mm modèle 1897 tirés par des chevaux.

En 1914, à la mobilisation générale, les bâtiments construits pour le régiment étaient en partie inachevés. C'est de ce quartier que, le 2 août 1914, partit le 51^e RAC pour une absence de cinq années, pendant toute la durée des hostilités.

Pour son retour triomphal, en 1919, la population nantaise était en liesse ; des cartes postales de l'époque ont immortalisé ces retrouvailles. Hélas, les vides étaient nombreux et ceux qui avaient fait toute la campagne représentaient une minorité.

En 1923-24, le régiment fut dissous pour donner naissance au 355^e Régiment d'Artillerie Lourde Portée avec les mêmes cadres et la même discipline.

C'était le changement dans la continuité. Les traditions du 51^e étaient maintenues et présentes. En effet, les hommes de la 1^{re} batterie du nouveau régiment portaient, sur la manche, l'écusson du 51^e RAC. Dans les prises d'armes et les manifestations patriotiques, les étendards des deux régiments défilaient côte à côte.

Le 355^e était armé de canons de 105 mm longs, modèle 1913, et pourvu de véhicules automobiles respectés du grand conflit mondial.

En 1928, une amicale régimentaire fut créée à l'initiative du Colonel BRUN, chef de corps du 355^e et ancien du 51^e.

A la même époque, en hommage à tous les héros de ces régiments, afin de conserver leur mémoire, la ville de Nantes, reconnaissante, baptisait : « Place du 51^e

Régiment d'Artillerie » l'esplanade située en face l'entrée principale du Quartier Mellinet.

A la fin d'Août 1939, le 355 R.A. reçoit ses réservistes et le 9 septembre, il embarque en chemin de fer, pour prendre position dans la région de SIERK-LES-BAINS entre les lignes SIEGFRIED et MAGINOT.

Pour continuer la tradition de leurs anciens, les artilleurs nantais viennent chaque année, le premier dimanche de Décembre, témoigner à leurs disparus, leur fidèle attachement et leur reconnaissance.

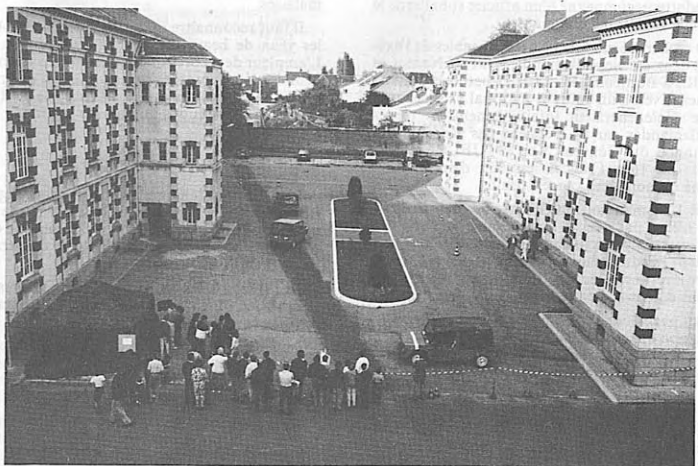
Le Quartier Mellinet abrita par la suite, en 1962, le Centre d'Instruction du Service de Santé (C.I.S.S.), qui émigra en Juin 1986 vers le Nord Bretagne, Dinan.

Le 1^{er} Juillet 1986, il fut remplacé par le 9^e Régiment de Commandement et de Soutien (9^e R.C.S.) appartenant à la 9^e Division d'Infanterie de Marine (9^e DIMA).

L'ensemble des bâtiments du Quartier Mellinet fut plus ou moins modifié, arrangé, restructuré, amélioré en fonction des unités qui y stationnaient et de leur vocation.

Le Quartier Mellinet reste et restera pour les Nantais, le berceau de très belles pages d'histoire de leur ville, dont ils garderont longtemps une fierté profonde.

Textes extraits du 200^e numéro de l'Artilleur et du discours du Président des Artilleurs Nantais, Monsieur Jean MOISAN ; grâce à l'obligeance et à la perspicacité du Lieutenant de Réserve de l'Armée de l'Air, DAUER René.



LE TERRAIN DU BÊLE ET LES OTAGES NANTAIS DE 1941



Tragique Mercredi d'automne que ce 22 octobre 1941 à Nantes, Châteaubriant et au Mont Valérien.

En ce jour, la mort a frappé des hommes de toutes professions, de toutes idéologies politiques, de toutes confessions, de tous âges de 17 à 58 ans.

Certains, à l'automne de leur vie, l'avaient déjà côtoyée lors du conflit de 1914-1918 et demeureraient marqués en leur chair, d'autres, de vingt ans leurs cadets, étaient à la fleur de l'âge, d'autres enfin étaient à l'aube du printemps, à l'âge des enthousiasmes et des convictions sans arrière-pensées.

Leurs poignantes dernières missives, leurs dernières paroles connues sont des actes de foi, teintées des suprêmes renoncements et cependant d'espoir, de confiance en un avenir meilleur, d'amour, de réconfort pour des êtres chers qu'ils vont quitter, d'un patriotisme conscient et intransigeant.

La personnalité propre du feld kommandant HOTZ, clé involontaire du massacre des Cinquante Otages, n'était pas visée mais son appartenance en tant qu'officier supérieur de l'armée allemande. Son itinéraire matinal, journalier, pour se rendre à pied à la kommandatur accompagné d'un officier subalterne le rendait plus vulnérable qu'un autre.

Le but recherché par lui ou les responsables de l'exécution de deux officiers allemands, HOTZ à Nantes, et REIMERS à Bordeaux, les 20 et 21 octobre, était de provoquer l'éveil d'un courant national de résistance dure que déclencherait infailliblement les représailles allemandes car ils n'étaient pas sans ignorer l'ordonnance du Général Von STUELPNAGEL décrétant que tout Français en état d'arrestation, condamné ou non, était otage de fait.

Le feld Kommandant HOTZ, rigide mais droit et humain, n'était pas nazi. Il avait vécu à Nantes entre les deux guerres, participé aux travaux de percement du tunnel de l'Erdre et était intervenu personnellement pour faire lever certaines sanctions, pour alléger le sort de certains détenus ou faire libérer un détenu âgé.

Il n'était pas en odeur de sainteté auprès des services de la Gestapo qui lui avaient fait sèchement comprendre qu'il était seulement chargé des affaires militaires et qu'il n'avait pas à intervenir dans ce qui était de leur ressort.

Je détiens ces informations, depuis mon retour de captivité, de Monsieur Edmond DUMERIL, Conseiller du Préfet pour les affaires allemandes, responsable du service des interprètes à l'époque concernée, et qui fut mon professeur d'allemand durant deux années au Lycée Clémenceau.

De là à conclure qu'il avait été leur victime, ce qui aurait permis une épuration massive de ceux considérés par elle comme les plus subversifs, il n'y avait qu'un pas que certains ont franchi.

Il est trop facile d'imaginer un tel scénario malgré la provenance allemande des balles de P 38 ayant abattu le feld Kommandant, ce que m'a certifié le Commissaire Central LEMOINE, autre ami de mon père, apparenté à la famille CREUSE qui devait être ulté-

rieurement préfet d'Innsbruck en Autriche occupée, l'arme utilisée ayant pu fort vraisemblablement être «récupérée» ne prouvant rien.

L'incertitude concernant les auteurs de l'exécution de la rue du Roi Albert semblerait, quelque vingt ans après, avoir été dissipée par les déclarations de Gilbert BRUSTLEIN, affilié au parti communiste, ayant vingt ans à l'époque, et qui aurait agi sur ordre supérieur.

Quels que puissent être les ou le responsable de l'acte qui a motivé la tragédie du 22 Octobre 1941, cette date appartient désormais à l'histoire.

Elle a valu à la ville de Nantes, Compagnon de la Libération, cette haute distinction que le Général de GAULLE est venu remettre solennellement à son Maire le 14 Janvier 1945, honorant ainsi les martyrs de Nantes - Châteaubriant et du Mont Valérien.

Quelle que soit la forme sous laquelle elle s'était manifestée, la Résistance n'avait pas besoin d'être éveillée, elle existait déjà depuis le début de l'occupation dans la région Nantaise comme ailleurs, de façon peut-être embryonnaire, de contacts intergroupes malaisés.

Il faut reconnaître qu'à partir du 22 Octobre 1941, les yeux de beaucoup de Français se sont ouverts. L'ampleur des représailles qui a secoué la France et le Monde a été l'amorce, le cristalliseur d'une résistance mieux organisée donc plus efficace, de la Résistance tout court. Evoquons au passage la grande figure de Jean MOULIN.

*

L'expansion démographique de toute agglomération concourt à la modification du tracé de ses voies urbaines. L'emplacement du stand militaire du BÊLE n'échappe pas à cet impératif. Il va être transformé dans les mois qui viennent.

Ils furent 16 otages fusillés le 22 Octobre sous les voûtes où, à chaque anniversaire, si émouvante, résonne la sonnerie «aux morts».

Je venais dans ce stand avec mes camarades de la Société de préparation militaire «La Laetitia», m'exercer au tir au lebel dans les dernières années qui ont précédé la guerre.

J'étais loin d'imaginer que mon père, grand mutilé depuis 1915, amputé de la jambe gauche, aux côtés de ses plus intimes camarades anciens combattants après condamnation par un tribunal allemand et incarcération à la prison Lafayette d'une part, aux côtés de jeunes gens incarcérés comme lui à Lafayette et à la prison des Rochettes d'autre part, était destiné, à l'emplacement des cibles, à faire la dernière halte de son chemin de croix.

J'ai eu à répondre récemment à une demande de renseignements émanant d'un ancien élève du Lohidy, condisciple de Jean Pierre GLOU, un des jeunes fusillés, de passage à Nantes, qui s'étonnait de n'avoir, sur le monument des 50 Otages inauguré le 22 Octobre 1952 en présence de Claudius PETIT,

Compagnon de la Libération, Ministre de l'Urbanisme, relevé que 48 noms.

Il faut savoir que deux Polonais enrôlés dans la Reichwehr, jugés le 20 Octobre pour des fautes de service furent condamnés à mort par le tribunal de la Wehrmacht, fou de colère à l'annonce de l'attentat commis à l'encontre du feld Kommandant HOTZ et exécutés le jour même.

Leurs noms me sont inconnus mais ils ont compté, sur l'intervention des autorités allemandes locales auprès de la Haute Autorité à Paris parmi les cinquante otages, ce qui a épargné la vie de deux ressortissants français.

Les 48 otages français furent exécutés en trois groupes entre 16 et 17 heures.

- 16 au Bêlé dont 13 incarcérés à la prison Lafayette

et 3 à celle des Rochettes (Frédéric CREUSE, Michel DABAT, Jean PLATIAU).

- 27 à la carrière de la Sablière à Châteaubriant, internés au camp de CHOISEL, originaires de la région parisienne, dont le plus jeune était Guy MOQUET, 17 ans, fils du député communiste du XVII^{ème} arrondissement de Paris, et le plus âgé Titus BARTOLI, instituteur honoraire âgé de 58 ans.

- 5 au fort du Mont Valérien, incarcérés à Romainville, originaires de Nantes et de la région, dont Marcel MEVIN, dit PATT, 35 ans, fils d'un contremaître de la maison LEFÈVRE-UTILE, mon propre père, Léon JOST, fusillé au Bêlé, en étant directeur de fabrication et chef du personnel.

Tous ces hommes issus de tous horizons avaient rendez-vous avec l'histoire, unis dans le même implacable destin.

LES CINQUANTE FUSILLÉS

	Noms	Age	Profession	Motif d'arrestation
FUSILLÉS DE NANTES				
1	ALLANO, Maurice	21 ans	Voyageur de Cce	Violence contre Allemand
2	BIRIEN, Paul	50 ans		Activité en fav. de l'ennemi
3	BLOT, Joseph	50 ans		—
4	BLOUIN, Auguste	57 ans	Voyageur de Cce	—
5	CARREL, René	20 ans		—
6	CREUSE, Frédéric	20 ans	Empl. Préfecture	—
7	DABAT, Michel	20 ans	Étudiant	—
8	FOURNY, Alexandre	43 ans	Avocat	—
9	GIL, Joseph	19 ans		Communiste
10	GLOU, J.-Pierre	19 ans		Activité en fav. de l'ennemi
11	GROLLEAU, Jean	21 ans		—
12	GRASSINEAU, Robert	34 ans		—
13	JOST, Léon	57 ans		—
14	IGNASIAC, Léon	22 ans		Communiste
15	LE MOAL, André	17 ans		Violence contre Allemand
16	PLATIAU, Jean	20 ans		Activité en fav. de l'ennemi

FUSILLÉS DE CHATEAUBRIANT

17	AUFFRET, Jules	39 ans	Maire	Communiste
18	BARTHÉLÉMY, Henri	58 ans	Retr. S.N.C.F.	—
19	BARTHOLI, Titus	58 ans	Instituteur hon.	—
20	BASTARD, Maximilien	21 ans	Chaudronnier	—
21	BOURHIS, Marc	44 ans	Instituteur	—
22	DAVID, Émile	19 ans	Mécanicien-dentiste	—
23	DELAQUERIE, Ch.	19 ans	Imprimeur	—
24	GARDETTE, Maurice	49 ans	Conseiller général	—
25	GRANDEL, Jean	50 ans	Maire	—
26	GRANET, Désiré	37 ans	Militant syndicaliste	—
27	GUÉGEN, Pierre	45 ans	Professeur	—
28	HOUYNK KUONG	29 ans	—	—
29	KÉRIVEL, Eugène	50 ans	Patron-bornage	—
30	LAFORGE, Raymond	43 ans	Instituteur	—
31	LALET, Claude	21 ans	Étudiant	—
32	LEFÈVRE, Edmond	38 ans	Métallurgiste	—
33	LE PAYSÉ, Julien	34 ans	Peintre	—
34	MICHELIS, Charles	38 ans	Député	—
35	MOQUET, Guy	17 ans	Étudiant	—
36	PESQUE, Antoine	55 ans	Docteur en médecine	—
37	POULMARCH, Jean	31 ans	Militant syndicaliste	—
38	POURCHASSE, Henri	34 ans	Empl. Préfecture	—
39	RENNELLE, Vict.	53 ans	Ingénieur chimiste	—
40	TELLIER, Raymond	44 ans	Imprimeur	—
41	TÉNINE, Maurice	34 ans	Docteur en médecine	—
42	TIMBAUD, Pierre	31 ans	Perm. syndical	—
43	VERCRUYSSÉ, Jul.	48 ans	—	—

FUSILLÉS DU MONT VALÉRIEN

44	CALDECOTT, Hubert	35 ans	Pharmacien	Activité en fav. de l'ennemi
45	HEVIN, Marcel	35 ans	Dessinateur	—
46	LABROUSSE, Philippe	32 ans	Étudiant en droit	—
47	RIBOURDOUILLE, André			—
48	SAUNIER, Victor			—



Évoquer des faits, donner des détails plus particuliers sur certains otages ou leurs proches ne signifie pas pour autant vouloir négliger les autres. J'ai pour tous la même admiration, et pour toutes les familles avec lesquelles j'ai pu être en contact depuis, la même affection.

Je crois cependant à l'intérêt de certains enchaînements qui ne sont que des facettes d'un tout déjà porté à la connaissance des lecteurs par des auteurs plus qualifiés que moi tels André PERRAUD-CHARMANTIER dans «la guerre en Bretagne» (éditions aux Portes du Large) et Hervé LE BÔTERF dans «la Bretagne dans la guerre» (éditions France-Empire). Je n'ai en effet nullement la prétention d'être un historien mais simplement un homme qui se souvient et évoque dans un style peut-être un peu décousu, un faisceau d'événements qui a marqué sa vie propre, la vie de sa famille, celle de ses amis et l'histoire de sa région.

Parmi les 16 otages fusillés au Bêle figuraient cinq anciens combattants : Léon JOST, président fédéral de l'union nationale des mutilés et réformés, commandeur de la légion d'honneur, Alexandre FOURNY, conseiller général, adjoint au maire, président des anciens prisonniers de guerre, chevalier de la légion d'honneur, Joseph BLOT, vice-président des marins combattants, conseiller prud'homme, Paul BIRIEN des camarades des tranchées, Auguste BLOUIN de l'association des poilus d'Orient déjà condamnés et incarcérés pour avoir, sous le couvert du Comité d'Entraide aux prisonniers, favorisé des évasions vers la zone sud et l'Angleterre, de prisonniers des camps de Savenay, Châteaubriant, Château-Bougon.

Un autre ancien combattant de leur groupe, Marin POIRIER qui, sur appel, avait vu sa peine de prison commuée en condamnation à mort, fut le 1^{er} fusillé de Nantes le 30 Août 1941 au terrain du Bêle. Il fut exécuté sans savoir que le Lieutenant de Vaisseau

Comte Henri d'ESTIENNE d'ORVES, arrêté également à NANTES le 22 Janvier précédent, était exécuté le même jour au fort du Mont Valérien avec ses compagnons Jan DOORNIK et Maurice BARLIER.

Un autre ancien combattant de l'UNMR, visiteur des camps de prisonniers en 1940 et 1941, Francis JOALLAND, surnommé «le père Noël» à cause de sa barbe blanche, devait sauter sur une mine le jour même de la Libération de Nantes !

Des jeunes, dont j'évoque les noms maintenant et qui militaient ensemble, certains furent fusillés au Bêle, d'autres au Mont Valérien.

Jean GROLLEAU, âgé de 21 ans, du même groupe que Frédéric CREUSE, Jean Pierre GLOU, Michel DABAT, travaillait également en liaison avec Marcel HEVIN et Hubert CALDECOTT avec lesquels il fit évader de Nantes un agent de l'Intelligence Service, Ralph GOLDNEY.

Il devait être arrêté sur dénonciation d'une «taupe» avec Frédéric CREUSE, Jean Pierre GLOU et son père, Max VEPER, Henri VANDERNOTTE, Michel DABAT, Christian de MONDRAGON, le 27 Mars, entre autres.

Ce dernier, qui devait être libéré le 15 Septembre à cause de son jeune âge, avait accompli avec son ami Michel DABAT un exploit dans la nuit du 10 au 11 Novembre 1940. Il avait accroché le drapeau français au paratonnerre du sommet de la tour de l'horloge de la Cathédrale.

En ce jour anniversaire du 11 Novembre, ce fut pour bien des Nantais goguenards un souffle d'air pur.

Il y a eu, durant les années de l'occupation que je n'ai subie qu'en partie, du fait de ma captivité jusqu'en 1944, tant de dévouements, d'altruïsme autour des familles d'otages que je ne m'engagerai pas dans une énumération qui serait, oh combien, incomplète et injuste.

Je me dois cependant d'évoquer certaines «figures».

Je citerai en tout premier lieu Pierre GLOU, père du jeune Jean Pierre, qui prit sur lui de faire signer, par toutes les familles des otages de Nantes, une pétition ainsi rédigée : «Les familles des otages nantais fusillés condamnent avec indignation le meurtre du Colonel HOTZ. Elles acceptent avec calme et résignation le sacrifice qui leur a été imposé. Elles font appel aux autorités allemandes, espérant que leur attitude permettra d'obtenir la grâce des cinquante autres otages» (Monsieur GLOU fut le premier Président de notre association qui a eu pour successeur Madame Alexandrine FOURNY).

Le geste devait avoir une importance capitale sur la décision prise par Hitler portée à la connaissance de la population française, le 28 Octobre, suspendant les autres exécutions.

Je citerai Monsieur Gaëtan RONDEAU, Maire, et son épouse, et tout son conseil et les services municipaux, Monsieur Abel DURAND, Monseigneur VILLEPELET, les membres de la Confrérie St-Vincent-de-Paul, Madame la Marquise de SESMAISON, femme d'un courage et d'un dévouement sans limite qui considérait qu'elle n'avait rien fait tant qu'elle n'avait pas tout fait pour porter aide et assistance aux familles des victimes et des prisonniers, responsable pour la région du C.O.S.O.R. (Comité des Œuvres Sociales des Organismes de la Résistance) patronné par la Sœur de Georges BIDAULT.

Je citerai Théo GILLET, gardien chef de la prison Lafayette, les aumôniers des prisons, l'abbé FONTAINE et l'abbé THÉON, Maître RIDEL, compagnon du groupe des anciens combattants qui devait au retour des corps des victimes prononcer leur éloge funèbre.

Je sais combien les épouses, les veuves, les familles, les orphelins ont été épaulés et ce qui est dû à tous ceux que j'ai nommés et à tous ceux que j'ai laissés dans l'ombre comme aussi à tous ceux qui se sont dévoués anonymement.

Je n'ai appris qu'à retardement en Allemagne la mort de mon père et des mois après seulement la vérité sur elle, ma mère ne pouvant, du fait de la censure, m'informer.

Mon père n'avait jamais voulu que je sois mis au courant de son arrestation, de son incarcération, même par l'intermédiaire discret de l'aumônier des Stalags, espérant sa libération avant mon retour. Si bien que j'ai connu toute la vérité avec la liste des fusillés avant de savoir qu'il était incarcéré à la prison Lafayette. C'était toujours ma mère qui m'écrivait. J'avais une signature de mon père, rarement... J'en ai alors compris la raison.

Aussi, puis-je réaliser combien a été perçue, cruelle et odieuse, la liste de noms des otages «préalablement fusillés» qui parut dans la presse le lendemain de leur exécution.

Je n'en admire que plus ma mère ne laissant rien transpirer de son angoisse dans le courrier qu'elle m'adressait et qui partageait son existence en deux, ainsi que ses ressources, entre son mari incarcéré et son fils en Allemagne. Je n'en admire que plus aussi toutes les épouses et les mères, pivots et symboles des foyers dans la tourmente.

Tous les noms de cette liste cruelle parue dans la presse le 23 Octobre étaient accompagnés de qualificatifs laconiques, catégoriques, de «communistes» ou «action en faveur de l'ennemi» ressentis comme une incitation intolérable à une discrimination.

La mort de tous ces patriotes, loin de provoquer la peur, a provoqué une indignation générale unanime et une réprobation mondiale.

Leurs noms unis sont gravés sur le monument du Pont Morand.

Que les promeneurs, que leurs pas mènent à proximité de ce monument, soucieux d'une Paix mondiale, même si elle ne semble dans la conjoncture actuelle qu'un vœu pieux, aient une pensée fugitive pour ceux tombés ce mercredi 22 Octobre 1941, victimes d'une guerre qu'ils n'ont jamais voulue.

Que ceux qui n'oublient pas voient en ce monument dressé vers le ciel, déjà verdi par l'âge, un symbole d'espoir, d'union, de concorde, de Paix.

Le vert n'est-il pas couleur d'espérance ?

Michel JOST

L'HISTOIRE DE L'USINE DES BATIGNOLLES DE NANTES - contée par un Batignollais

C'est en mémoire de mon père que je vais tenter d'écrire cette histoire. Il travailla dans cette entreprise de 1921 à 1959. Quant à moi —né dans les cités— j'ai, je pourrais dire «appartenu» aux Batignolles pendant 45 ans. Tout ce qui va suivre n'est donc que souvenirs familiaux, appuyés par des renseignements puisés dans les bulletins d'informations publiés tous les deux mois par LBC et BC «Locomotives Batignolles-Chatillon».

Je ne ferai état d'aucun nom de ceux qui participè-

rent à la vie intense, parfois agitée d'une usine : qu'on ne m'en veuille pas de cette discrétion.

LA CRÉATION

L'usine des Batignolles fut créée en 1918 sur un site d'une trentaine d'hectares, à l'est de l'agglomération nantaise. Elle s'appellera «Compagnie générale de construction de locomotives Batignolles Chatillon»,

puis «Locomotives "Batignolles Chatillon"» puis en 1963 «Société des Forges et Ateliers du Creusot (SFAC)» et enfin, en 1970, «Creusot-Loire CL».

En 1918 «La Société de Construction des Batignolles S.B.C.» se trouvant à l'étroit dans ses ateliers de Paris, la famille GOUIN projetait d'édifier, en province, une usine moderne pour la construction de locomotives à vapeur. La banlieue Est de la ville de Nantes retint son choix.

L'EMPLACEMENT

Les limites de l'emplacement comprenaient le Domaine de *Saint-Georges* et quelques propriétés avoisinantes : la *Halvègue* au nord-est de l'usine actuelle, la *Baratte*, au nord (c'est là que se trouve le Stade, bien connu, de la Beaujoire), enfin à l'ouest, le *Ranzay*.

Pour démarrer la construction de l'usine, il a été nécessaire de détruire le château de la propriété, les fermes (l'une sera conservée pour faire partie de l'École des Batignolles). Il a fallu également abattre les arbres, combler les mares, niveler le sol.

Les travaux ont été exécutés par de nombreux ouvriers et des prisonniers de guerre allemands.

L'USINE

Sa structure principale est achevée fin 1920. C'est à l'époque, la plus moderne de l'ouest. Les ateliers sont disposés en arêtes de poisson. Celui de montage en est l'arête dorsale. Il comprend 22 postes de montage de locomotives. L'atelier comprend deux chariots de 75 tonnes, un pont de 150 tonnes permettant le transport des machines terminées, sur une voie la plus au nord de l'atelier G.

Les autres postes de fabrication sont disposés perpendiculairement et produisent les sous-ensembles et ensembles achevés qui seront montés dans l'atelier de montage G.

Ces ateliers sont :

- outillage et montage des roues,
- ferronnerie,
- usinage des roues, essieux et boîtes à huile,
- cylindres et mécaniques,
- chassis,
- réparation,
- peinture,
- tuyauterie,
- fabrication des chaudières,
- forge,

et ateliers auxquels il faut ajouter la centrale électrique, et les magasins.

Pour équiper les ateliers, il fut acheté environ 600 machines-outils venant des USA, de Grande-Bretagne et de France.

La surface totale de l'usine, 16.000 m², est desservie par environ 6000 mètres de voies ferrées.

LES HOMMES

L'une des difficultés du démarrage fut le recrutement du personnel.

1) Ingénieurs, chefs d'ateliers et maîtrise venaient de la Société de Construction Batignolles de Paris.

2) Les ouvriers étaient recrutés parmi des cheminots licenciés à la suite des grèves de 1920, parmi les ouvriers agricoles de la région, des étrangers : Tchèques, Polonais, Autrichiens, Allemands, Italiens, Espagnols, Portugais. Les effectifs passaient de 700 en Janvier 1920 à 3500 en 1922.

LES LOGEMENTS

Les cités furent construites sur les trois emplacements de La Halvègue, de la Baratte et du Ranzai qui se trouvaient autour de l'usine. Elles comportaient quatre cent cinquante pavillons de bois entourés chacun d'un jardin. Ces pavillons furent utilisés de 1920 à 1970. Autour des cités furent prévus des aménagements sociaux : église, école, dispensaire. Quelques années plus tard naissait l'Harmonie des Batignolles, et en 1932 l'équipe de foot-ball «La Société Sportive Batignolles SSB» et enfin une équipe de basket «La Saint Georges».

A l'origine, les pavillons, dans leur ensemble, étaient repérés uniquement par numéro. Vers 1932, on ajouta des numéros de rue de 1 à 53 (comme à New-York) et de ce fait, une nouvelle numérotation des habitations.

Lorsque l'on pose aux «anciens» locataires : «Que pensez-vous de vos demeures ?» ne soyez pas trop surpris d'apprendre qu'ils y étaient heureux malgré le manque de confort.

L'ÉVOLUTION DES PRODUCTIONS DANS LE TEMPS

1920 - L'État commande 200 locomotives «Pacific» et la première sort le 27 Octobre 1921 (la 300^{ème} verra le jour en 1933).

En 1922, une locomotive est fabriquée tous les 2 jours. L'usine de Nantes prend des marchés de réparation et emploie globalement 3500 personnes.

1924-1929 - La société SCB, Société de Construction de Paris, ferme ses portes et transmet à Nantes ses fabrications de matériels d'armement terrestre et maritime (toureilles, tubes lance-torpilles).

1934 - La société LBC, Locomotives Batignolles-Chatillon, rachète la Société H. ERNAULT en vue de construire des tours parallèles à Nantes. Cette année verra des licenciements de personnel dus à la récession de 1930.

1938-1940 - A la veille de la seconde guerre mondiale, l'usine emploie 3000 personnes et les principales fabrications sont : les locomotives à vapeur, les tours H. ERNAULT Batignolles, l'armement (obus de 380 mm pour les cuirassés, moteurs hydrauliques NEYDER pour les tourelles de ces navires, tubes lance-torpilles et torpilles pour les sous-marins, caisses des auto-chenilles Panhard produites à la cadence de une par jour ouvrable, culasses de canons).

1940-1945 - Pendant l'occupation sortent les locomotives à vapeur 150 X machines à petite vitesse pour les lourds convois.

On répare aussi le matériel, mais inutile de souligner le peu de productivité à cette époque... une manière passive de résister à l'occupant.

Le 23 Mars 1943, à 16 h, l'aviation anglaise bombarde l'usine. La surprise est totale ; bilan : 37 victimes

et destruction de nombreux ateliers, en particulier l'atelier F. La décision est prise de ramener la fabrication des tours à Paris dans l'ancienne usine H. ERNAULT, et à Cholet c'est l'origine du département «H. ERNAULT, Batignolles».

On construit alors la locomotive à vapeur. 1950 verra sortir la dernière de ces machines pour la S.N.C.F. Ce sera le cas de la 242, locomotive à voie métrique qui, en 1952, quittera le port de Nantes pour le Brésil. Plus tard, apparaissent les locos-tracteurs à diesel.

1953-1963 - Les fabrications se diversifient et 2000 personnes sont encore employées. Mais, à partir de 1950, un tournant est pris et l'entreprise est contrainte de s'engager vers la mécanique générale; en plus des locomotives électriques et de l'armement, apparaissent raffineurs, sècheurs, échangeurs, poches de coulées, chariots ARMAX, pompes Pacific pour les raffineries de pétrole.

1963-1976 - La société change 2 fois de sigle et la CAFEL donne naissance à Creusot-Loire C.L. qui emploie en 1974 environ 1700 personnes.

Aux productions précitées, il faut ajouter les compresseurs, le matériel de forage IDECO, les tracteurs forestiers LATIL, les loco-tracteurs LLD. Mais première scission, la production des pompes de raffinerie est cédée à la Société américaine WORTHINGTON.

1976-1984 - L'établissement de Nantes est séparé en 2 grands secteurs de production :

- 1) le groupe imprimants,
- 2) les aéroréfrigérants et échangeurs.

Le groupe imprimants imprimait en noir et en couleur des journaux, revues, publicités, à la cadence de 20 à 30.000 exemplaires heure. Aux machines, on donnait le nom de «Gazettes».

La TRIBUNE et la VISA feront mieux : 45 à 50.000 l'une, 60.000 l'autre.

La production des aéroréfrigérants et échangeurs. Ceux-ci, comme leurs noms l'indiquent, sont employés dans les raffineries, les stations de pompage, les oléoducs pour le refroidissement des liquides et la réalisation d'échanges de températures.

Imprimants et aéroréfrigérants employaient sensiblement 900 personnes.

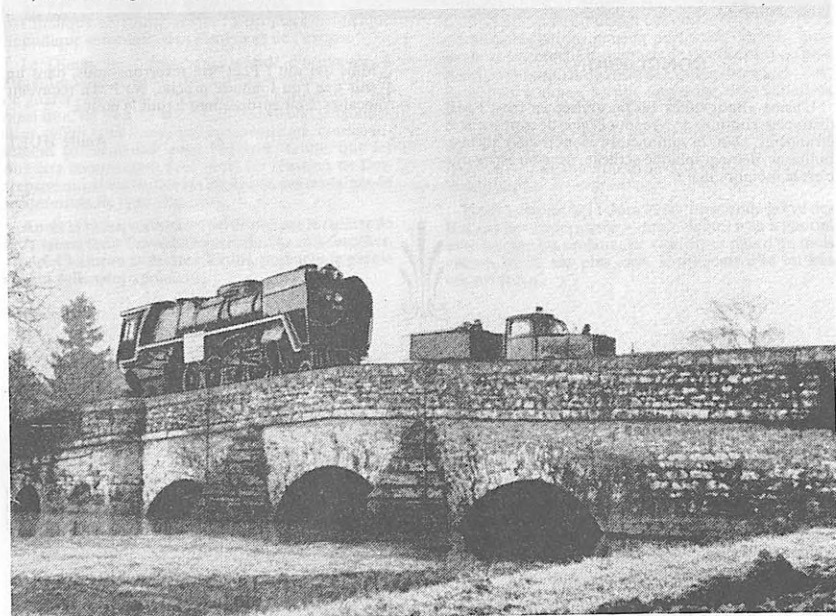
1984-1985

LA FAILLITE DE CREUSOT-LOIRE

Hélas, elle entraîna le rachat de ces deux produits par une société américaine et une société allemande. La ligne machines à imprimer le fut par ROCKWELL (CROSS), l'une des plus importantes sociétés œuvrant dans ce créneau. La dénomination en fut ROCKWELL GRAPHIQUES SYSTEMES. Avantages : un service après-vente sur le plan mondial et un marketing efficace.

La ligne aéroréfrigérants et échangeurs fut achetée par la société allemande GEA. Elle porte actuellement le nom de Batignolles Technologies Thermiques, BTI.

Ces deux lignes emploient environ 550 personnes et continuent à produire avec les mêmes matériels qu'avant la faillite de Creusot-Loire.



Acheminement par route, de Nantes à la Brohinière (gare du réseau breton à écartement de 1 m à l'époque), d'une locomotive 242



CONCLUSION

L'usine «Batignolles 1987», divisée en trois PME distinctes, continue à vivre sous l'égide de trois sociétés étrangères. Dans la conjoncture économique, sociale, politique, démographique actuelle, peut-on écrire que c'est le moindre mal ?

Mais qui sait ? Peut-être reverrons-nous, dans un avenir que l'on souhaite proche, ces PME redevenir françaises... ou européennes à tout le moins.

André HUET



UNE GRÈVE PAS COMME LES AUTRES



Fin Mai 1936 : depuis quelques jours, les journaux locaux se font l'écho des grands mouvements de grève qui se sont déclenchés dans la région parisienne, et soulignent leur nouveauté : grèves spontanées, elles se communiquent «comme le feu» d'usine à usine, de corporation à corporation...

Et voilà que le 3 Juin, Nantes est touchée à son tour. Dans la soirée, les 1200 ouvriers des Batignolles ont décidé de cesser le travail et d'occuper l'usine. Ils demandent des augmentations de salaire, qui porteraient à 5 F l'heure de travail des ouvriers profession-

nels, à 4 F 50 celle des manœuvres spécialisés, à 4 F 25 celle des magasiniers et des pontonniers — ce qui n'a rien d'excessif en un temps où le pain de six livres coûte 5 F 25 !

* * *

Très vite, on s'organise à l'intérieur des bâtiments. Et d'abord, le ravitaillement ! Tandis que les femmes et les enfants des ouvriers arrivent en petits groupes, avec

de lourds cabas, les syndicats de la métallurgie ont fait acheminer vers l'usine 180 kg de pain, 20 kg de pâté, 20 kg de rillettes, 10 kg de saucisson, 100 boîtes de sardines — en provenance de l'Union des Coopérateurs. Et, très vite, les ouvriers vont recevoir des repas chauds préparés dans les restaurants municipaux grâce à l'obligance de la municipalité nouvelle, municipalité du Front Populaire, élue en Mai 1935, et qui s'est donné Auguste Pageot comme maire.

Deux coiffeurs sont également mis à la disposition des grévistes.

On a aussi pensé aux nuits, qui sont plutôt fraîches malgré la saison : 1180 kg de paille et un grand nombre de couvertures, ont été distribués aux grévistes. Et comme rien n'est décidément oublié, des banjos, des violons, des cornets à piston ont fait leur apparition à l'intérieur de l'usine pour animer les soirées.

Les journalistes, venus chaque jour aux informations, sont frappés par le sens de l'ordre et de l'organisation dont font preuve les ouvriers «... la discipline librement consentie des grévistes des Batignolles exprime une force, une cohésion et un sérieux qu'on ne rencontre pas dans les casernes...» (!).

Un comité de grève de 10, puis de 16 personnes élues par leurs camarades, organise la vie matérielle et les divertissements de cette véritable «ville dans la ville». Il veille aussi à ce que les travaux d'entretien des machines soient scrupuleusement assumés. Ses compétences s'étendent à tous les domaines, y compris celui des permissions accordées aux femmes d'aller manger, et surtout coucher chez elles — à la fois pour leur éviter «l'inconfort des heures passées sur la dure», et aussi pour couper court aux rumeurs qui n'auraient pas manqué de courir la ville, à propos de «quelque impudique saturnale dans l'intérieur de l'usine».

Le Dimanche 7 Juin, on a décidé d'organiser, à l'intention des Nantais, une kermesse dans le parc, et de guider des visites à l'intérieur des bâtiments. C'est ainsi que, de 14 à 15 heures, plus de 8 000 personnes vont défiler dans les ateliers équipés de machines hautement performantes pour l'époque, tandis que les ouvriers commentent avec fierté les réussites de l'entreprise qui, dans les années 20, a sorti des centaines de locomotives de type «Pacific».

Après la visite, un concert est donné par le théâtre de la Jeunesse et du Travail. Deux écrivains anti-fascistes, André Chamson et Andrée Viollis, prennent la parole et sont follement applaudis.

* * *
La veille au soir, une conférence a eu lieu à la Mairie, en présence du Préfet et du Maire, entre les dirigeants de l'entreprise et les dirigeants syndicaux. Les négociations sont très dures.

Mais pendant ce temps, d'autres établissements sont à leur tour entrés en grève : Chaussures Lemoine, Raffineries de Pétrole de Roche-Maurice, Raffinerie de Chantenay, Brasseries de la Meuse, etc... L'Écho de la Loire signale : «A Nantes, comme un incendie qui sur un point s'éteint puis éclate sur un autre, le mouvement de grève s'étend...».

Par ailleurs, sur le plan national, une discussion générale a été acceptée par la Confédération Générale du Patronat Français et par la Confédération Générale du Travail. Le 8 Juin, à 1 h du matin, les accords Matignon sont signés.

Aussi, le 11 Juin, la grève des Batignolles se termine : les demandes ouvrières ont été acceptées par la direction.

Pour célébrer leur victoire, les ouvriers organisent alors un long cortège, qui traverse la ville d'Est en Ouest, des Batignolles à la Bourse du Travail. Cortège étrange et bon enfant, que font revivre certaines photos d'amateur de l'époque.

Derrière les dirigeants syndicaux, Péneau, Jacquet, Guiho, vient l'harmonie de l'usine : un tambour, 2 trompettes, 3 pistons, 1 trombonne et 1 grosse caisse, qui entremêlent marches joyeuses et chants de lutte. Le peloton s'étire derrière sa fanfare. On a roulé la couverture en bandoulière, et la musette bat les flancs ; on croirait presque voir défiler des poilus retour du front, n'étaient les bâtons nouveaux portés sur l'épaule, auxquels on a accroché les paquets de vêtements et qu'on a fleuris de bouquets de roses et d'œillets écarlates — et, devant «la troupe», les plis rouges des trois bannières syndicales.

Des pancartes, çà et là, parsèment le cortège : «Nous les avons eu, nos cinq francs» — «Victoire sur la misère» — «Victoire du droit à la vie» — «Union et Discipline»...

Nous sommes le 11 Juin 1936. La grande grève des Batignolles est terminée — mais Nantes n'en a pas fini avec les conflits sociaux. Ils vont durer plus d'un mois encore, et 50 ans plus tard, le souvenir n'en est pas encore éteint.

